

Haïti: Evaluation de la Sécurité Alimentaire en milieu urbain

Novembre 2016

Collecte et analyse des données, mai — août 2016







Remerciements

Ce rapport est basé sur les résultats de l'évaluation de la sécurité alimentaire en milieu urbain qui a été menée en juin 2016 en Haïti.

La Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) sont reconnaissants à toutes les personnes qui ont participé à l'évaluation, y compris la population urbaine et les agents recenseurs. Nous exprimons notre gratitude au Gouvernement d'Haïti ainsi qu'aux partenaires pour leur soutien et leurs contributions tout au long du processus.

La publication de ce rapport a été rendue possible grâce au travail collaboratif de différentes équipes en Haïti, au bureau régional du PAM à Panama et au siège du PAM en Italie.



Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées à wfp.vaminfo@wfp.org.

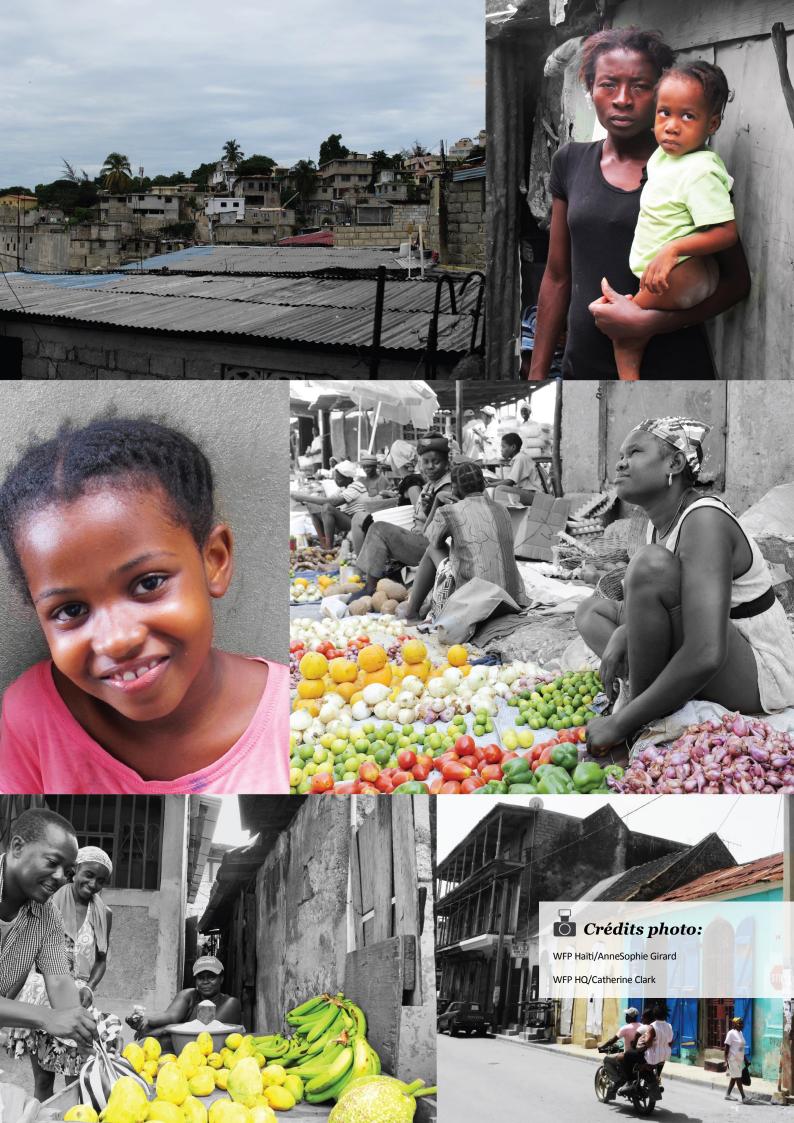


Table of Contents

Résumé	6
Chapitre 1: Introduction	7
I. Introduction	8
II. Objectifs	9
III. Méthodologie	10
1. SONDAGE EN LIGNE	10
2. EXAMEN DES DONNÉES SECONDAIRE	11
3. CLASSIFICATION DES QUARTIERS	11
4. ENQUÊTE AUPRÈS DES MÉNAGES	12
Chapitre 2: Analyse du contexte	14
I. Démographie et Urbanisation	15
1. URBANISATION	15
2. DÉPLACEMENTS INTERNES SUITE AU SÉISME DE 2010	. 16
3. LES QUARTIERS DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE	. 17
II. Tendances macro - économiques et pauvreté	. 19
1. TENDANCES MACRO - ÉCONOMIQUES	19
2. MARCHÉ DU TRAVAIL ET TENDANCES DE LA PAUVRETÉ	19
3. MARCHÉS ET PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES	
4. ACCÈS AU CRÉDIT	.21
III. Nutrition, Eau, assainissement et santé	. 21
Chapitre 3: Sécurité Alimentaire	24
I. Aperçu de la classification de la sécurité alimentaire	25
II. Sécurité alimentaire, faim et richesse	25
1. INDICE DE SECURITE ALIMENTAIRE	26
2. ECHELLE DE LA FAIM DES MENAGES	27
3. INDICE DE RICHESSE	27
III. Profil des ménages	28
1. QUELQUES DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES	28
2. FREQUENTATION SCOLAIRE DES ENFANTS	28
3. LOGEMENT ET ACTIFS	29
IV. Consommation alimentaire et accès alimentaire	30
1. SCORES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE (FCS)	30
2. SCORES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE - ANALYSE DE LA QUALITE	
NUTRITIONNELLE (FCS-N)	31
3. CONSOMMATION DE L'ALIMENTATION DE RUE	32
V. Moyens de subsistance et sources de revenu	33
1. PRINCIPAUX GROUPES DE SOURCES DE REVENU	33
2. NOMBRE DE SOURCES DE REVENUS	34
3. INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE, FAIM ET RICHESSE RELATIVE SELON LA SOURCE DE	
REVENU PRINCIPALE	34

VI. Dépenses	35
1. PART DES DÉPENSES ALIMENTAIRES	35
2. DETTE ET CRÉDIT	35
VII. Chocs et stratégies d'adaptation	36
1. CHOCS	36
2. ADAPTATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE	37
3. ADAPTATION LIÉE A L'INSÉCURITÉ	37
VIII. Perspective et besoins prioritaires	38
1. PERCEPTIONS DE L'AVENIR	38
2. BESOINS PRIORITAIRES	38
3. MODALITÉ D'ASSISTANCE PRÉFÉRÉE	39
IX. Migration	39
Chapitre 4: Conclusions et recommandations	40
I. Conclusions et recommandations	41
1. CONCLUSIONS PRINCIPALES	41
2. RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES POUR LE SUIVI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	41
3. RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES POUR LA PROGRAMMATION	42
ANNEXES	44
Liste des abréviations et sigles	65
Liste de références	57





Résumé

L'année 2016 a été la troisième année consécutive de sécheresse en Haïti, aggravée par l'influence du phénomène El Niño. Ces conditions prolongées, avec les pertes de récoltes importantes qui en découlent, ont plongé de nombreux ménages ruraux du pays dans l'insécurité alimentaire.

Comme les populations rurales sont considérées comme les plus exposées à l'insécurité alimentaire, les évaluations effectuées pour estimer l'impact de la sécheresse sur la sécurité alimentaire de la population ont seulement mis l'accent sur les zones rurales. Cependant, nul ne peut ignorer que l'insécurité alimentaire devient de plus en plus un problème urbain.

En Haïti plus de la moitié de la population vit dans les centres urbains (environ un Haïtien sur deux vivent dans les zones urbaines, et environ un sur quatre vivent dans l'aire métropolitaine de la capitale Port-au-Prince). Des hausses des prix alimentaires et l'instabilité politique pourraient provoquer une augmentation de l'insécurité alimentaire urbaine, en particulier dans les zones les plus pauvres.

En juin 2016, une évaluation urbaine de la sécurité alimentaire a été menée par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour estimer la prévalence de l'insécurité alimentaire et identifier les facteurs communautaires ou de voisinage qui peuvent influer directement sur l'insécurité alimentaire, la nutrition et la vulnérabilité économique dans le contexte urbain Haïti.

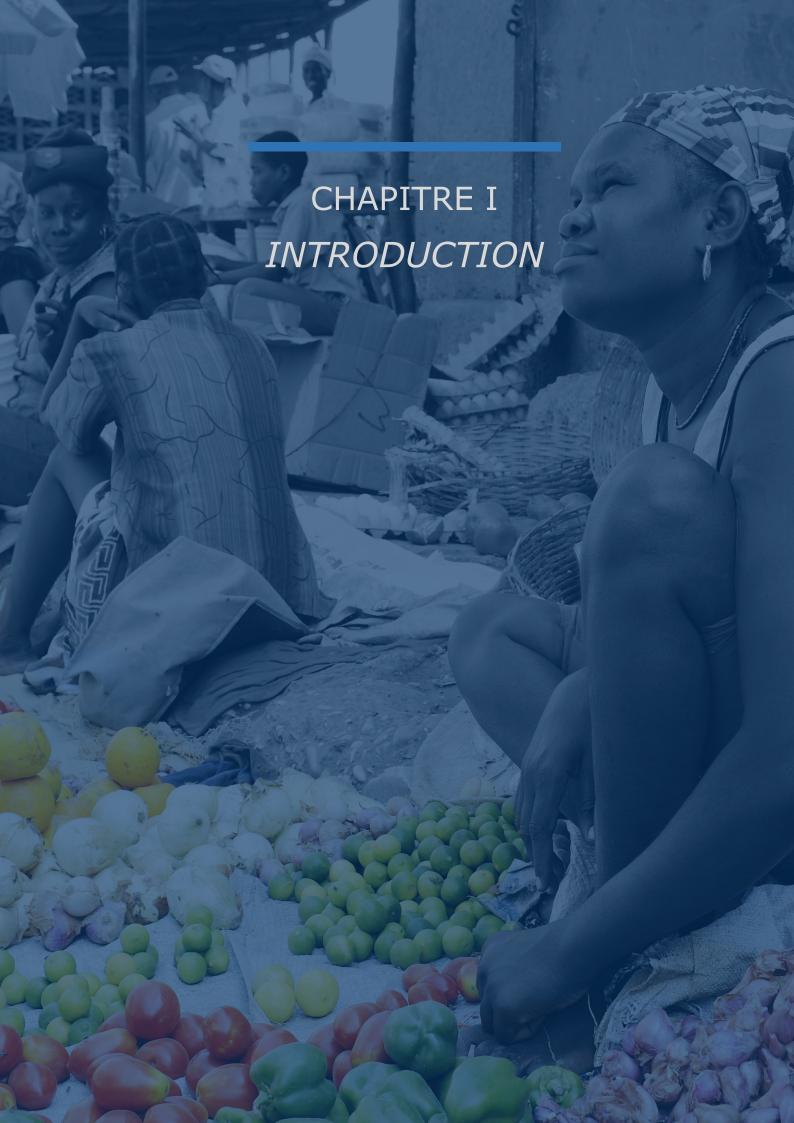
L'évaluation a montré que:

 Le niveau de l'insécurité alimentaire dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince est considérablement inférieure à celle observée dans les zones rurales affectées par la sècheresse et évaluées en décembre 2015;

- La commune de Cité Soleil et les villes de Gonaïves, Jérémie et Port-de-Paix se démarquent comme ayant les plus hautes prévalences d'insécurité alimentaire;
- 40% des ménages ont une consommation alimentaire inacceptable;
- L'insécurité alimentaire est également due à la vulnérabilité économique, avec 50% des ménages consacrant plus de la moitié de leur budget à l'alimentation;
- L'augmentation des prix des denrées alimentaires et d'autres produits est le choc le plus fréquemment signalé;
- La majorité des ménages sont contraints de se livrer à des stratégies d'adaptation négatives, y compris 25% qui dépendent de stratégies de crise ou d'urgence, qui sont difficiles à inverser.

Le présent rapport se penche sur la complexité du processus, des stratégies et des outils d'évaluation avec un accent particulier sur le contexte de l'analyse. Il montre enfin que l'insécurité alimentaire dans le scénario urbain d'Haïti devrait continuer à être surveiller, car on prévoit de nouvelles hausses des prix des denrées alimentaires ou d'autres chocs susceptibles de continuer à affecter négativement la situation de la sécurité alimentaire urbaine dans le pays.

Reconnaissant la nécessité d'étendre la surveillance de sécurité alimentaire aux principales villes haïtiennes, le PAM et la CNSA, en collaboration avec les principaux intervenants de la sécurité alimentaire, planifient de mettre en place un système de surveillance de la sécurité alimentaire dans les grandes villes notamment afin d'obtenir des informations régulières et en temps opportun et d'éviter les crises alimentaires.



I. Introduction

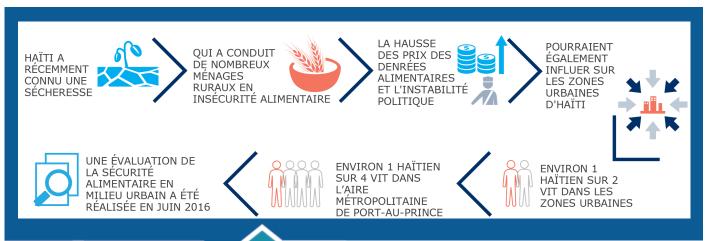
Plus de six ans après le tremblement de terre de janvier 2010 qui a secoué la capitale et d'autres régions du pays, Haïti a plus récemment été touché par la hausse des prix de nombreux aliments de base au cours de l'année écoulée. Ces hausses des prix sont causées par la sécheresse et la dévaluation de la Gourde haïtienne (HTG, la monnaie d'Haïti) par rapport au dollar américain (USD) et au Peso dominicain (DOP) au cours de l'année écoulée.

Les populations rurales sont une préoccupation continue à l'égard de l'insécurité alimentaire. Une de la population grande partie rurale chroniquement vulnérable à l'insécurité alimentaire, en particulier aux effets de la sécheresse. Une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (ESASU) ¹a été menée en décembre 2015 dans les zones affectées par la sécheresse, afin de déterminer l'ampleur de l'impact sur ces populations rurales, et des programmes ont été mis en œuvre pour aider les plus vulnérables. Cependant, il y a peu d'informations actuellement disponibles sur le sort de

la population urbaine pauvre en Haïti.

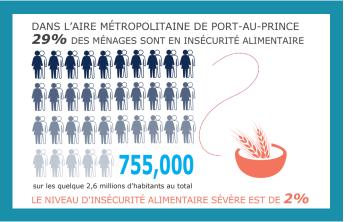
En effet, les évaluations effectuées pour estimer l'impact de la sécheresse sur la sécurité alimentaire des ménages ont seulement mis l'accent sur les zones rurales, dans un pays où plus de la moitié de la population vit dans les centres urbains. Haïti connaît également une forte inflation et une instabilité politique, des facteurs qui pourraient accroître l'insécurité alimentaire, en particulier dans les zones urbaines.

En décembre 2015, la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ont mené une étude de cas à Port-au-Prince dans le cadre du «Projet global d'adaptation à l'urbain», qui a donné un aperçu sur les facteurs définissant la vulnérabilité urbaine ainsi que des enseignements et des recommandations pour l'adaptation des indicateurs et des approches pour le contexte urbain.



Les indicateurs liés à l'insécurité alimentaire, la faim et la richesse montrent des tendances similaires. Les populations urbaines restent vulnérables à l'insécurité alimentaire, en particulier dans les zones les plus pauvres.

Il est important de continuer à les surveiller, étant donné que de nouvelles hausses des prix des denrées alimentaires ou d'autres chocs pourraient entraîner une augmentation de l'insécurité alimentaire.



II. Objectifs

Sur la base des enseignements tirés de l'étude de cas de Port-au-Prince, la CNSA et le PAM ont mené une collecte de données et une analyse de la sécurité alimentaire dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et d'autres zones urbaines du pays pour évaluer la situation.

Les objectifs spécifiques consistaient à :

 Evaluer la prévalence de l'insécurité alimentaire en milieu urbain,

- Identifier les principales sources de revenus, de nourriture, la consommation alimentaire et les dépenses des ménages;
- Décrire les principaux chocs et les stratégies d'adaptation des ménages en milieu urbain.

Ce document présente les résultats des quatre composantes complémentaires mises en œuvre, comme le montre le graphique ci-dessous :

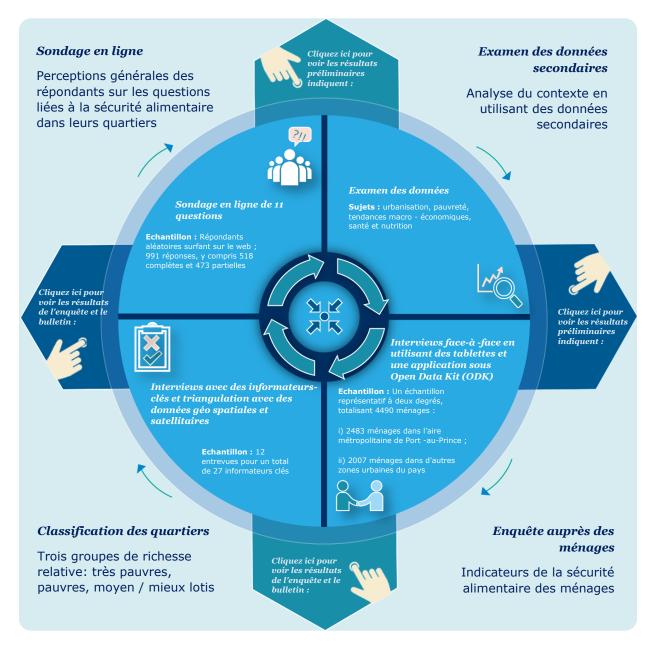


Figure 1 : Les quatre composantes mises en œuvre dans la collecte de données et l'analyse de la sécurité alimentaire - Aire métropolitaine de Port-au-Prince et d'autres zones urbaines.

III. Méthodologie

1. Sondage en ligne

Afin de mesurer la perception de la situation de la sécurité alimentaire dans l'aire métropolitaine de Portau-Prince, l'unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (VAM) du PAM a élaboré un sondage en ligne de 10 questions en français et en créole (Voir questionnaire en annexe II).

Le sondage a été réalisé en utilisant le Random Domain Intercept Technology (RIWI) dans six communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, à savoir Carrefour, Cité Soleil, Delmas, Port-au-Prince, Tabarre et Pétion-Ville, ainsi que dans deux communes environnantes (Croix-des-Bouquets et Kenscoff) du 20 mai au 9 juin 2016.



Figure 2 : Exemple de question du sondage en ligne. Les répondants pouvaient remplir le questionnaire en français ou en créole.

La taille de l'échantillon est de 991 réponses (518 questionnaires complets et 473 réponses partielles, c'est-à-dire que les répondants ont répondu au minimum aux questions démographiques et celle sur les défis urbains.

<u>In focus:</u>

La méthodologie « RIWI »

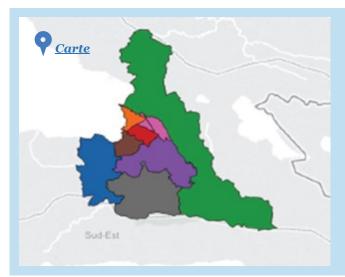
Le Random Domain Intercept Technology (RIWI) utilise spécifiquement conçu des formulaires de sondage en ligne qui atteignent des répondants aléatoires lorsqu'ils surfent sur le web : lorsque les utilisateurs naviguent vers un lien qui est cassé ou inexact, ils rencontrent un formulaire d'enquête au lieu d'une notification de lien mort. Les enquêtes sont géolocalisées, permettant une meilleure compréhension du profil du répondant.

La croissance exponentielle de l'accès global à Internet signifie que dans quelques années, ces enquêtes pourraient devenir un outil répandu et viable pour la mesure de la sécurité alimentaire.

Limites:

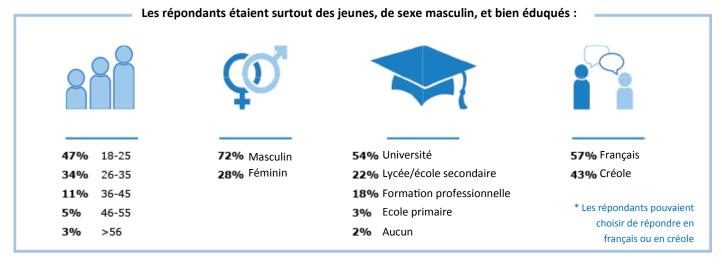
Un échantillon généré par un sondage en ligne ne serait pas représentatif de la population générale, les répondants ont été invités à fournir des perceptions générales des questions liées à la sécurité alimentaire dans leurs quartiers. L'échantillon est essentiellement masculin, jeune et bien éduqué.

Très peu de réponses ont été reçues de Cité Soleil ou de Kenscoff.



Taille de l'échantillon par commune						
Carrefour	110					
Cité Soleil	19					
Croix-Des-Bouquets	90					
Delmas	234					
Kenscoff	20					
Pétionville	186					
Port-au-Prince	276					
Tabarre	56					
Total	991					

Carte 1: Les communes de l'aire métropolitaines de Port -au-Prince couvertes par l'enquête en ligne.



Source: WFP/mVAM 2016 - http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp284879.pdf

2. Examen des données secondaires

L'examen des données secondaires visait à identifier les évaluations et les études sur la sécurité alimentaire urbaines menées dans Port-au-Prince avant et après le tremblement de terre. L'objectif était de contextualiser les données primaires, en couvrant des sujets tels que la démographie, la pauvreté, les migrations et l'urbanisation, et d'identifier les problèmes spécifiques au contexte urbain liés à l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité économique.

3. Classification des quartiers

En milieu urbain, l'accès aux services publics, les conditions d'hygiène et d'assainissement, et la qualité des infrastructures sont souvent des facteurs communautaires ou de voisinage qui peuvent influer directement sur l'insécurité alimentaire, la nutrition et la vulnérabilité économique.³ Sur la base des recommandations de l'étude de cas de Port-au-Prince dans le cadre du «Projet global d'adaptation à l'urbain », les quartiers de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince ont été classés en groupes de richesse relative (très pauvre, pauvre, moyen / mieux lotis).

Afin de classer ces quartiers, deux entretiens avec des informateurs-clés ont été menés dans chacune des six communes qui composent l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Deux à trois informateurs-clés ont été consultés par entretien, soit un total de 12 entretiens, avec 27 informateurs-clés.

Les informateurs-clés comprenaient du personnel travaillant dans les organisations gouvernementales (ONG) nationales et internationales - situées dans les zones sélectionnées, ainsi que des dirigeants locaux et des personnes travaillant à la mairie de la commune. Il a été demandé aux informateurs-clés de classer les quartiers dans leur commune en trois catégories de richesse relative. Pour réduire la subjectivité, chaque classification a été définie à l'aide des caractéristiques générales telles que la densité de la population, les conditions d'hygiène et d'assainissement dont l'accès aux latrines ou toilettes, l'accès aux services de base et la qualité de la construction.

Ensuite, les principales classifications des informateurs ont été triangulées en utilisant des données géo spatiales et satellitaires sur la densité des bâtiments. Pour la plupart des quartiers, ce processus de triangulation a simplement vérifié les principaux résultats des informateurs. Sur les 368 quartiers au total, trois points de données ont été ajoutés à des quartiers non classés par les informateurs-clés, trois erreurs de classification ont été détectées, vérifiées, puis corrigées.

Ces stratifications ont également été prises en considération dans la conception de l'échantillon de l'enquête de la sécurité alimentaire auprès des ménages urbains, permettant ainsi une analyse et un reporting par groupe de richesse relative.

^{3.} WFP, 2016. Adapting to an Urban World. Urban Case Study Port-au-Prince. March 2016. Voir: http://fscluster.org/sites/default/files/documents/port-au-prince-report-final-en.pdf

Limites:

Bien que les classifications soient considérées comme généralement fiables, elles sont soumises à quelques mises en garde :

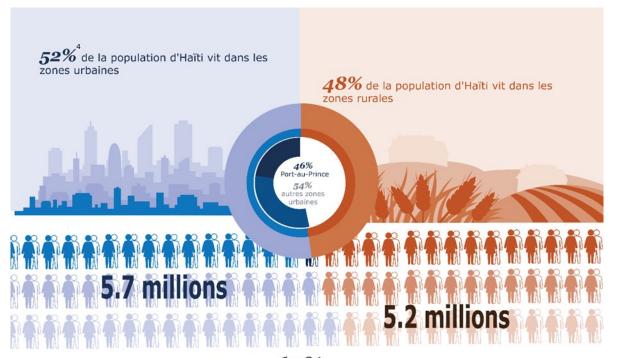
- Les quartiers ne sont pas homogènes. Tous les ménages dans un quartier très pauvre ne sont pas forcément très pauvres. De même, tous les ménages trouvés dans les quartiers mieux lotis ne sont pas forcément de la classe moyenne ou supérieure.
- Certains cas doivent encore être confirmés, de sorte que les résultats spécifiques aux quartiers doivent être interprétés avec prudence s'ils sont utilisés comme un outil de ciblage géographique. Les résultats doivent continuer d'être triangulés par des visites sur le terrain et d'autres sources de données.
- Les résultats de l'enquête auprès des ménages seront également utilisés pour vérifier ces résultats, notamment pour vérifier si les indicateurs de niveau de la vulnérabilité économique et l'insécurité alimentaire des ménages montrent de plus mauvais résultats dans les quartiers les plus pauvres.

4. Enquête auprès des ménages

L'échantillon a été conçu pour donner des estimations représentatives pour chacune des six communes qui composent l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, et chacune des neuf autres villes qui sont un chef-lieu (capitales départementales). Les résultats peuvent également être agrégés pour fournir des estimations pour l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et pour l'ensemble des autres chefs-lieux. En outre, l'échantillon peut être désagrégé pour fournir une estimation représentative pour chacune des trois catégories de richesse relative des différents quartiers de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Des échantillons légèrement plus grands ont été attribués

aux strates les plus peuplées, afin d'améliorer la précision.

La méthode d'échantillonnage utilisée consiste en un échantillonnage à deux degrés. Un total de 300 sections d'énumération (SDE) a été choisi au hasard, avec une probabilité proportionnelle à la taille de l'échantillonnage, et 15 ménages ont été sélectionnés de façon aléatoire dans chaque SDE. La taille de l'échantillon prévue était de 4500, et la taille réelle de l'échantillon enquêté est de 4.490 ménages. Des pondérations ont été utilisées dans l'analyse pour ajuster la population et les différences de taille entre les strates de l'échantillon.



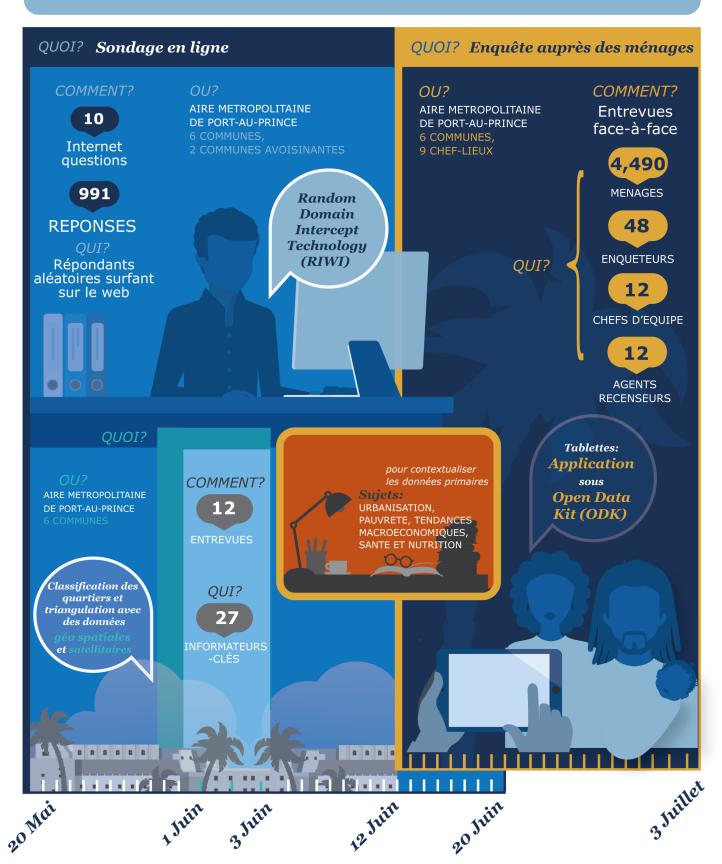
L'échantillon est représentatif d'environ **62%** de la population urbaine totale en Haïti (100% de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, et environ 30% de la population urbaine totale en dehors de Port-au-Prince).

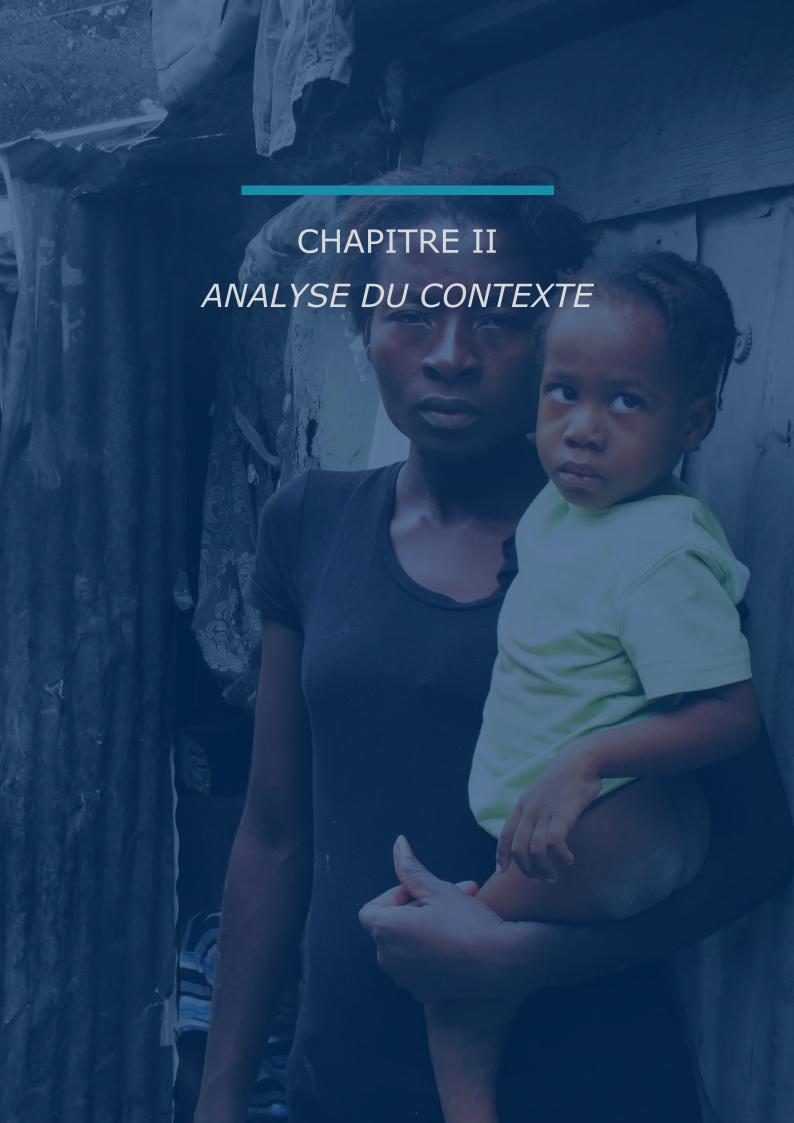
^{4.} Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), 2015. Population totale, population de 18 ans et plus, ménages et densités estimés en 2015. March 2015.



METHODOLOGIE: Collecte de données et analyse de la sécurité alimentaire - *Aire métropolitaine de Port-au-Prince et d'autres zones urbaines*

POURQUOI? Identifier les problèmes spécifiques au contexte urbain liés à l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité économique





I. Démographie et Urbanisation

1. Urbanisation

La population en Haïti s'est rapidement urbanisée : en 1990, 29 % de la population vivait dans les zones urbaines. En 2015, ce chiffre était passé à 52 %,⁵ et il devrait atteindre 76 % en 2050. Ceci est l'un des taux de changement les plus élevés dans le monde. Environ 2,6 millions de personnes, à savoir un quart de la population d'Haïti (11 millions), vit dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince (IHSI 2015 estimation).

En Haïti, l'exode des agriculteurs de la campagne vers les zones urbaines a commencé au cours des années 1950 sous le régime Duvalier? Le début d'un déclin économique important dans les zones rurales et l'impossibilité de concurrencer les importations de riz bon marché a poussé les agriculteurs à rechercher de nouvelles opportunités, en particulier dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.

Une étude sur l'urbanisation en Haïti a estimé que son taux d'urbanisation est passé de 12,2% en 1950 à près de 50% en 2012.8 Pendant ce temps, une croissance relativement stable a été observée dans l'ensemble du pays, suivie par un déclin économique rapide alternant avec des périodes de stagnation. Ces modèles de développement économique combinés à la croissance urbaine ont conduit à une répartition très inégale de la population à travers le pays, et à une redistribution de la population vers les villes qui a conduit à une hiérarchie urbaine de plus en plus déséquilibrée. Bien que Port-au-Prince reste la ville principale, l'étude de Duval de 2013 souligne que son poids dans la population urbaine globale est passé de 35 % en 1950 à 19% en 2012. Cette baisse est due à l'expansion de la capitale et l'émergence de nouvelles « villes » telles que Carrefour, Delmas, Tabarre et Cité Soleil, avec un mouvement incontrôlé vers la

périphérie de Port-au-Prince qui a progressivement créé la conurbation entre les différentes villes qui entourent la ville.

La période allant de 1948 à 1968 a vu la fermeture de nombreux ports de province, ce qui a renforcé la centralisation économique, politique et administrative de Port-au-Prince et provoqué un grand déséquilibre territorial. Les premiers quartiers informels se sont alors développés, et ce phénomène ne cessera de s'accélérer lors des décennies suivantes.

Dans les années 70, le quartier de Delmas se transforme progressivement en une grande banlieue résidentielle pour la classe moyenne et devient une zone urbaine multifonctionnelle, tandis que Carrefour suit une progression inverse et connait une forte 1982, paupérisation. En ces agglomérations obtiennent le statut de municipalités. L'année suivante, une nouvelle loi réunit sous le nom de Urbaine de Port-au-Prince» «Communauté municipalités de Port-au-Prince, Gressier, Carrefour, Delmas, Pétion-Ville et Croix-des-Bouquets.

La croissance urbaine se poursuit alors surtout en direction du nord et du nord-est de la capitale. Les populations les plus riches s'installent dans la partie haute de la ville (Pétion-Ville, Thomassin, Fermathe) tandis que les plus démunis vivent dans la partie basse (Cités l'éternel et Liberté, Bréa, Sanatorium...). La ville s'organise autour de trois grandes zones urbaines, ayant des caractéristiques socio-économiques, culturelles, ou géographiques :

déversement des eaux usées, directement reliée au centre et aux principaux lieux d'activité de la ville et qui permet aux habitants de développer de nombreux commerces informels répartis le long des grands axes routiers. La zone du front de mer est un endroit stratégique de première importance pour la ville mais représente aujourd'hui un lieu repoussoir ;

^{5.} Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), 2015. Population totale, population de 18 ans et plus, ménages et densités estimés en 2015. Mars 2015.

^{6.} Nations Unies, 2015. World Urbanization Prospects: The 2014 Revision. New York, 2015. Disponible à l'adresse https://esa.un.org/unpd/wup/Publications/Files/WUP2014-Report.pdf

^{7.} Le « régime Duvalier » a duré de 1957 à 1986, lorsque François Duvalier et son fils, Jean-Claude Duvalier, ont administré Haïti.

^{8.} Duval C.J., 2013. *Croissance des villes en taille et en nombre : causes et conséquences.* Étude présentée au XXVIIe Congrès international sur la population. Corée du Sud, août 2013.

^{9.} Solidarités Internationale. 2011. Simon Deprez. Eleonore Labattut. La reconstruction de Port-au-Prince : analyses et réflexions sur les stratégies d'intervention en milieu urbain.

- même de la ville, ses axes principaux constituant d'importants corridors économiques. Ces quartiers accueillent une très grande concentration d'habitants et d'activités économiques, mais les infrastructures de base y fonctionnent mal (école, santé,...). C'est une zone intermédiaire, une zone de transition entre plusieurs quartiers, malgré son caractère informel, marginal et insalubre;
- La partie haute de la ville qui regroupe quelques centres urbains privilégiés, comme Pétion-Ville, ainsi que de nombreux quartiers informels qui se développent le long des mornes et des ravines où l'exposition aux risques naturels est majeure. La géographie y constitue un frein certain à l'amélioration urbaine.

La transformation de Port-au-Prince qui avait commencé dans les années 1980, lorsque les banlieues sont devenues des communes, n'a pas eu les résultats escomptés. La création d'autorités municipales pour Carrefour et Delmas en 1982 et pour Tabarre et Cité Soleil en 2003 ont seulement augmenté le nombre d'entités sans avoir un impact significatif sur la qualité et l'efficacité des services fournis aux citoyens. Au contraire, cette initiative a eu tendance à limiter la capacité d'action des autorités municipales. Environ 50% des quartiers les plus pauvres de l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince ont accès limité aux services communautaires essentiels, c'est-à-dire la santé, l'éducation, les police, les institutions publiques, la services d'incendie, les banques et les marchés. Au moins quatre de ces services sont absents dans 30 à 40% des quartiers de Cité Soleil, Pétion-Ville, Delmas et Tabarre.¹⁰

2. Déplacements internes suite au séisme de 2010

Les quartiers informels de Port-au-Prince concentrent les problématiques liées à la marginalisation urbaine : absence de services de base, pauvreté, exposition aux risques et ont été les quartiers les plus touchés par le séisme. Ainsi, ce sont dans ces zones pauvres que sont concentrés la majorité des enjeux en termes de réduction des risques.

Suite au tremblement de terre de 2010, des mouvements de déplacements ont eu lieu à l'inverse de l'exode rural, avec près de 600.000 personnes qui ont quitté les zones touchées pour aller rejoindre des parents ou amis en milieu rural. Cela a créé une pression croissante sur des ressources alimentaires déjà limitées, lorsque, dans de nombreux cas, les familles d'accueil étaient elles-mêmes déjà en insécurité alimentaire. De plus, 160.000 personnes ont fui vers la frontière avec la République dominicaine, généralement vers des communautés très pauvres, mettant une pression considérable sur les services locaux et les ressources. Toutefois, en raison de l'incapacité des communautés d'accueil de fournir un soutien adéquat, du manque d'emplois et du manque de scolarisation de bonne qualité dans les zones rurales, en 2010, au moins 40% de ceux qui avaient quitté la zone du séisme était déjà de retour dans l'aire métropolitaine Port-au-Prince.11

Dans la zone affectée, l'ONU-Habitat a classé les différents camps en trois catégories¹².

• Les camps situés sur des espaces publics symboliques, tel le Champs de Mars ou la Primature, destinés à être entièrement démontés afin que les espaces retrouvent leur fonction d'origine. Occupant physiquement les lieux emblématiques du pouvoir, ils sont les plus visibles, ils sont nombreux et attirent facilement l'attention des médias ;

^{10.} OIM et les centres de ressources communautaires, 2015. Enquête sur la vulnérabilité de la zone métropolitaine de Port Au Prince, Haïti. Rapport final. Février 2015.

^{11.} Oxfam, 2010. La plantation maintenant. Défis et opportunités agricoles pour la reconstruction d'Haïti. Document d'information Oxfam 140. Octobre 2010. Disponible à l'adresse https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp140-planting-now-agriculture-haiti-051010-en_0.pdf
12. Solidarités Internationale. 2011. Simon Deprez. Eleonore Labattut. La reconstruction de Port-au-Prince : analyses et réflexions sur les stratégies d'intervention en milieu urbain.

- Les petits camps insérés dans le tissu urbain, pouvant devenir des parties intégrantes des quartiers. Les quartiers informels se sont construits ainsi, par l'appropriation de terrains libres squattés illégalement, où l'habitat se consolide peu à peu, au gré des moyens dont dispose la famille;
- Les grands camps installés à l'extérieur de la ville, tel Corail et ses conséquences que sont Canaan et Jérusalem, devenus très rapidement des villes, du fait des plus de 100 000 personnes venues s'établir autour de Corail en l'espace de quelques semaines dans l'espoir de recevoir de l'aide, d'obtenir une terre ou de trouver du travail. Beaucoup n'étaient pas des victimes directes du séisme et sont venus des provinces.

En juillet 2016, 61 302 personnes déplacées vivent encore dans 33 camps depuis le séisme de 2010, dont 45 626 personnes réparties dans 19 camps dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince. Une diminution nette de 1 475 145 personnes déplacées et 1 522 sites a été observée par rapport à juillet 2010, période du pic de déplacement en Haïti. En effet, l'élaboration de programmes de subventions pour la location de logements a permis la relocalisation de 82,589 ménages qui ont quitté les camps depuis 2010.

3. Les quartiers de l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince

L'aire métropolitaine de Port-au-Prince est soumise à une série de risques naturels, qui affectent différemment les quartiers selon leur localisation géographique et la qualité des constructions.

Les fortes pluies qui s'abattent régulièrement sur la capitale ont des conséquences aggravées par la topographie de la ville : le ruissellement le long des pentes aigües des mornes est accéléré par l'absence de végétation et l'augmentation constante des surfaces bâties. Ces écoulements d'eau creusent les

ravines, transformées lors des fortes précipitations en véritables torrents de boue, charriant des sédiments et des déchets jusqu'à la mer. Les conséquences sont différentes selon la « hauteur » du quartier dans la ville :

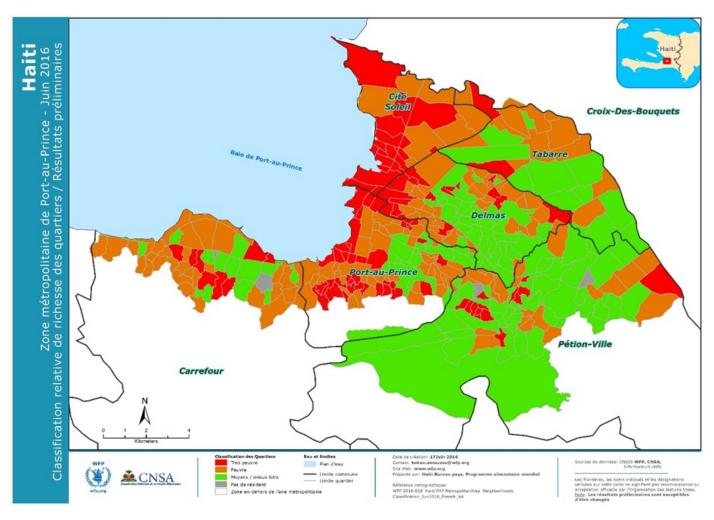
- Les quartiers informels construits sur de fortes pentes sur les mornes subissent des glissements de terrains qui emportent régulièrement une partie des constructions;
- Les habitations installées le long des ravines sont exposées à l'effondrement des berges, érodées par les écoulements d'eau. Ceux qui vivent à l'intérieur même de la ravine sont menacés par les rapides montées des eaux et les importants dépôts de déchets;
- En bas de la ville, près du littoral, les habitations sont construites sur des terrains instables, constitués de l'amoncellement de déchets et de sédiments. Les inondations fréquentes ont fait de ces quartiers de véritables marécages insalubres.

Si les risques naturels menacent l'ensemble de la ville, les habitants de Port-au-Prince ne sont pas égaux face aux dangers : l'inégalité sociale et la pauvreté accentuent l'exposition aux risques. Ainsi, les populations ne sont pas exposées aux mêmes dangers selon leur situation géographique. Cette inégalité face au risque se retrouve à l'échelle même des quartiers, où les inégalités sociales ont des conséquences spatiales, poussant les populations les plus pauvres et les moins à même de se prémunir contre le risque, vers les zones les plus dangereuses, le plus souvent le long des berges des ravines.

Les quartiers de l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince les plus susceptibles d'avoir des concentrations plus élevées de ménages pauvres sont plus souvent - mais pas exclusivement - trouvé dans les communes de Cité Soleil, Port-au-Prince et Carrefour, et ils sont généralement situés à proximité de la baie (voir la carte ci-dessous).

^{13.} Désormais les trois sites sont rattachés à la commune de Croix-des-Bouquets.

^{14.} OIM, 2016. Déplacement Matrice de suivi (DTM) Haïti. Round 26. Juin 2016. Disponible à l'adresse <a href="http://reliefweb.int/sites/reliefweb



Groupe	Description
Très pauvres	Cela inclut les zones reconnues comme des bidonvilles. Généralement populations à très forte densité. Les ménages n'ont généralement pas de latrine ou de toilettes dans leur logement. Généralement de mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement dans le quartier (accumulation d'ordures, pas de ramassage organisé des ordures, par exemple). Pauvre accès aux services de base (santé, eau, etc.). Maisons de construction de très mauvaise qualité (contreplaqué mince, toits en tôle ondulée, etc.), et situées dans des zones à risque (ravines, pentes raides, etc.)
Pauvres	Généralement des zones à densité moyenne de population. Certains ménages disposent de certains services, mais pas tous. La qualité des matériaux de construction est généralement meilleure que celle trouvée dans les bidonvilles, bien qu'elle ne soit pas non plus constamment de bonne qualité (bonne qualité généralement reconnue comme les constructions en ciment, etc.).
Moyens/Mieux lotis	Ce sont des zones généralement de faible densité de population, vivant dans des logements plus grands (avec quelques exceptions, par exemple certaines zones à densité moyenne de Pétion-Ville sont néanmoins des zones relativement riches. Ces quartiers ont un meilleur accès aux services de base (eau, électricité, etc). Les ménages ont constamment l'eau courante et des toilettes dans leur logement. Ces ménages possèdent généralement des voitures ou mobylettes
Pas de résidents	Peu, voire pas de résidents. Généralement, ces quartiers sont des centres académiques, des zones industrielles ou des complexes hôteliers.

II. Tendances macro - économiques et pauvreté

1. Tendances macro - économiques

Haïti demeure l'un des pays les plus pauvres du monde avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 846 \$ US en 2014 (Banque mondiale, 2016). Après une contraction de 5,5 % du PIB en 2010 en raison du séisme, Haïti a connu de 2011 à 2015 un taux de croissance réel autour de 3,4 % et une croissance du PIB par habitant de 2,0 %, en partie dus aux niveaux élevés d'aide à la reconstruction et aux transferts (remittances). Cependant, au cours des années 2014 et 2015, la croissance du PIB réel a diminué à la suite de la faible performance du secteur agricole. Haïti est également l'un des pays les plus inégalitaires, avec un coefficient de Gini de 0,61 à compter de 2012.¹⁵

Depuis 2014, la gourde haïtienne (HTG) a été dépréciée contre le Dollar américain (USD) et le Peso dominicain (DOP), qui sont les deux monnaies importantes pour les importations de produits alimentaires du pays. En 2015, le taux de dépréciation de la HTG s'est accéléré jusqu'à atteindre 19,7 pour cent contre le dollar, montrant un énorme pic en juillet 2015 et 17,5 % contre le peso dominicain.

Entre janvier et la première semaine de mars 2016, la HTG s'est déprécié de plus de 6 pour cent contre le dollar et le peso dominicain. En mars 2016, la monnaie locale haïtienne avait perdu 33 % de sa valeur par rapport à mars 2015, et s'échangeait à 61,8 gourdes pour 1 USD, tandis que 1 peso a été échangé à 1,36 HTG, soit une perte de 29 % de sa valeur par rapport à mars 2015. La dépréciation a été aggravée par l'instabilité politique du pays, la réduction de la Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti (Minustah) et la crainte que les pertes de production et le ralentissement agricole puissent conduire à une inflation supplémentaire des prix.¹⁶

L'inflation, et en particulier l'inflation alimentaire, a fortement augmenté. Le taux d'inflation a nettement augmenté depuis juin 2015, ce qui coïncide avec la forte baisse de la valeur de la gourde et reflète aussi la récolte réduite de la même année. En janvier 2016, le taux annuel d'inflation a atteint 13,3 %, soit le double de sa valeur à la même période en 2015 (MEF, 2016). Plus de la moitié de la contribution au taux d'inflation est venue de l'augmentation de l'inflation alimentaire mensuelle depuis juillet 2015. Toutefois, les prix des articles non alimentaires ont aussi augmenté. En revanche, la croissance du coût des services est resté relativement stable. L'inflation a augmenté jusqu'à 14,4 % d'une année à l'autre à la fin de février, principalement en raison de la hausse des prix alimentaires locaux suite à la sécheresse dans plusieurs régions du pays.

2. Marché du travail et tendances de la pauvreté

Selon la Banque mondiale, seulement 60 % des personnes en âge de travailler participent au marché du travail en Haïti. Le chômage touche 40 % de la main-d'œuvre urbaine, près de 50 % de la main-d'œuvre féminine et environ 60 % des jeunes.¹⁷

L'emploi et les opportunités génératrices de revenus dans zones urbaines (notamment métropolitaine) sont limités par la pénurie d'emplois et la prévalence de l'emploi faiblement rémunéré. Parmi ceux qui trouvent un emploi, 60 % ont des revenus inférieurs au salaire minimum et les femmes gagnent, ¹⁸ en moyenne, 32 % de moins que les hommes. Près de 71 % de la population vit avec 3,10 USD par jour (Banque mondiale, 2016). L'extrême pauvreté est passée de 31 à 24 pour cent entre 2000 et 2012. On note que la situation de pauvreté dans les zones urbaines est relativement meilleure du fait des opportunités d'emploi non agricoles, des transferts privés, un meilleur accès aux biens et services essentiels, ainsi qu'en raison de la diminution des inégalités, contrairement aux zones rurales.19

^{15.} World Bank, 2016. Haiti webpage.

^{16.} WFP. 2016 Haiti market analysis.

^{17.} Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), 2016. Haiti Transitional Appeal 2015-2016.

^{18.} http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/159204/Larrete-fixant-le-salaire-minimum-enfin-publie

^{19.} World Bank, 2014. *Investing in people to fight poverty in Haiti. Reflections for evidence-based policymaking.* Washington, 2014. http://documents.worldbank.org/curated/en/222901468029372321/pdf/944300v10REPLA0sment0EN0web0version.pdf



Le président a relevé le salaire minimum, à compter du 1er mai de cette année. La dernière augmentation du salaire minimum était en avril 2014. Il y a 6 classes de salaire minimum, chacune avec un niveau différent d'augmentation: A) banques, épiceries, grandes boutiques, etc.: de 260 à 340 Gourdes / jour (+ 30%)B) bâtiments et travaux publics, salons de coiffure, services de livraison, etc.: De 240 à 285 gourdes / jour (+ 19%) C) Agriculture, sylviculture, agro-alimentaire, ONG, restaurants, etc.: De 225 à 260 gourdes / jour (+ 16%) D) Usines de réexportation (principalement textile): De 225 à 300 gourdes / jour (+ 33%) (Note: cela a été porté de 225 à 240 en mai 2015. Les ouvriers étaient en grève il y a quelques semaines, exigeant 500 gourdes / jour). E) Usines où les gens sont payés à la pièce: De 300 à 350 gourdes / jour (l'équivalent en pièce, ce qui est raisonnable en 8 heures) (+ 17%) F) Serviteurs: De 125 à 175 gourdes / jour. (+ 40%)

Selon la dernière enquête sur les conditions de vie des ménages (ECVMAS 2012), plus de 6 millions d'Haïtiens vivent sous le seuil national de pauvreté de 2,42 USD par jour et plus 2,5 millions vivent sous le seuil national de pauvreté extrême de 1,23 USD par jour. L'Aire Métropolitaine de Port au Prince a une grande ménages proportion de pauvres, aui particulièrement vulnérables aux chocs économiques, tel que l'augmentation du coût des aliments, entre autres. En 2012, il y avait environ 725 000 personnes vivant dans la pauvreté (29 %), dont environ 125 000 en extrême pauvreté (5 %).20

3. Marchés et prix des denrées alimentaires

Le prix du panier alimentaire en Haïti a augmenté de près de 16% (prix nominaux) entre le premier trimestre de 2015 et le premier trimestre de 2016, et depuis lors, il a continué d'augmenter chaque mois. Bien que préoccupante, la hausse est inférieure à celle observée au cours de la crise des prix alimentaires de 2008. La relative stabilité du prix du riz importé a tempéré l'augmentation du panier des prix alimentaires.

L'indice des prix à la consommation (IPC) pour la nourriture, des boissons et du tabac a augmenté de 16,7 pour cent entre mai 2015 et mai 2016, et l'IPC général dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince a augmenté de 15,1% au cours de cette même période. Au cours des 12 derniers mois, la hausse des prix des matières premières alimentaires locales a été supérieure à celle de la crise des prix alimentaires de 2008. Au cours du premier trimestre de 2016 en particulier, les haricots noirs et la semoule de maïs local ont connu une augmentation d'année en année, quatre fois supérieures à celui du premier trimestre de 2008. Cette forte hausse a été atténuée légèrement au deuxième trimestre, avec des augmentations similaires en 2008 et 2016.

wfp282834.pdf?_ga=1.170048800.1637837759.1462191961

Malgré des augmentations ou baisses des prix en février et avril 2016, le niveau relativement stable des prix reste néanmoins très élevé et supérieur à la moyenne de cinq ans. Le prix du maïs moulu est resté inchangé en juin et reste plus élevé que l'année dernière à la même période, reflétant la baisse de production lors de la récolte de 2015 et la dévaluation de la Gourde.

Les importations de céréales lors de la campagne de commercialisation de 2016/17 (juin/juillet) sont estimées à 650 000 tonnes, 3 pour cent inférieur au niveau record de l'an dernier. La baisse modérée des importations reflète principalement l'effet persistant de deux années de sécheresse sur les approvisionnements locaux, particulièrement pour le maïs et le riz.

Il est intéressant de noter que les prix du riz sur le marché international sont au plus bas depuis 2008. Les prix du riz importés sont demeurés relativement stables en 2015, aidé par un environnement international favorable en raison de la tendance baissière de la valeur du riz importé en U.S. dollar depuis plusieurs années. Cependant, depuis la fin du premier trimestre de 2016, le prix du riz importé a été à la hausse malgré le ralentissement de la dépréciation de la Gourde haïtienne (HTG) contre le dollar américain (USD).



Les résultats de l'enquête en ligne sur les prix

Dans l'ensemble des communes, la plupart des répondants du sondage en ligne ont rapporté que les prix alimentaires auraient augmenté dans la période de mars à mai 2016. Le prix d'une assiette de spaghetti, un aliment de rue commun, a été le plus fréquemment estimé à 50-75 Gourdes dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince, mais dans les communes les plus riches de Delmas et de Pétion-Ville, le prix le plus fréquemment rapporté est supérieur (50-100 Gourdes).

^{20.} World Bank, 2014. *Investing in people to fight poverty in Haiti. Reflections for evidence-based policymaking.* Washington, 2014. http://documents.worldbank.org/curated/en/222901468029372321/pdf/944300v10REPLA0sment0EN0web0version.pdf

^{21.} CNSA, 2016. Panier alimentaire et conditions de sécurité alimentaire. Bulletin 13. April 2016. Disponible à <a href="http://www.cnsa509.org/panier-alimentaire-et-conditions-de-securite-alimentaire-et-conditions-et-

^{22.} Food and Agriculture Organisation (FAO), 2016. Global Information and Early Warning System (GIEWS) Haiti country brief. July 2016 23. PAM, 2016. Haiti Analyse du marché. Avril 2016. Disponible à l'adresse http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/

4. Accès au crédit

Le Fonds monétaire international (FMI) estime que l'intermédiation financière en Haïti est très faible, avec des coûts élevés pour les services financiers et de crédit très concentrés. Le secteur est dominé par deux banques privées nationales fournissant environ les deux tiers du crédit au secteur privé, tandis que le système bancaire formel est concentré à Port-au-Prince.

Les prêts bancaires au secteur privé restent les plus bas de la région ((moins de 20 % du produit intérieur brut (PIB)), bien que le crédit ait augmenté rapidement après le séisme de 2010. En outre, relativement peu d'emprunteurs représentent une part importante du crédit, et seulement les clients les plus aisés peuvent accéder au crédit à des conditions favorables. Les petits emprunteurs paient des taux significativement plus élevés, ce qui reflète le risque perçu comme plus élevé (FMI, 2015). Selon Lundahl, les marchés informels de crédit rural en particulier ont tendance à afficher des taux d'intérêt élevés.

Dans ce contexte, les relations personnelles peuvent remplacer les mécanismes institutionnels formels: dans la plupart des cas, le crédit provient de marchés informels, où les sources les plus importantes sont les commerçants, les amis, la famille, et des associations de crédit rotatif, comme mis en évidence par Lundahl (2011).

Les coûts élevés de l'intermédiation financière en Haïti entravent la croissance non seulement en limitant l'accès au crédit, mais aussi en faisant grimper les coûts de la réception des transferts de fonds, dans un pays où plus de la moitié des ménages reçoivent des envois de fonds de la diaspora haïtienne (FMI, 2015). Le sous - secteur de la microfinance reste non réglementé, avec des données disponibles limitées. Une étude en 2013²⁶ a vérifié si les institutions de microfinance (IMF) pratiquent une discrimination contre les plus pauvres des pauvres des bidonvilles de

Port-au-Prince, en termes d'accès au crédit. L'étude a conclu qu'il n'y a pas de discrimination concernant l'accès des plus pauvres au crédit, contrairement à ce qui se passe avec le système bancaire formel. Le document confirme également le rôle-clé des réseaux dans l'accès au crédit : le fait que des amis reçoivent un prêt rend plus facile pour un chef de famille d'avoir accès au crédit et ce, grâce aux informations précieuses fournies par cette relation sociale.

III. Nutrition, Eau, assainissement et santé

Comparée à l'EMMUS IV de 2006, l'enquête EMMUS V de 2012 a montré une réduction de la malnutrition aigüe globale de 10% à 5%, de la malnutrition chronique de 29% à 22% et de la malnutrition aigüe sévère de 2,2% à 1% chez les enfants de moins de 5 ans en Haïti.

Malgré une baisse importante de prévalence de la malnutrition chronique entre 2006 et 2012, le Centre et le Sud-Est sont toujours les plus affectés, avec des prévalences de 28 et 29%. En revanche, la prévalence de la malnutrition chronique dans l'Aire Métropolitaine était la plus basse (15%), et de 20.2% dans les camps.

La plus forte prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants <5 ans est observée dans le Nord-Ouest (7.5%) et la plus basse dans le Sud-Est (3.2%), tandis qu'elle avoisinait les 5% dans l'Aire Métropolitaine et 6.4% dans les camps.

Si les départements du Centre, du Nord-Ouest et de Grand' Anse conjuguent les prévalences les plus élevées de malnutrition chronique et malnutrition aiguë en 2012, les départements de l'Ouest et de l'Artibonite présentent quant à eux les plus grands nombres absolus d'enfants en malnutrition chronique et en malnutrition aiguë, en raison de la densité de population.

^{24.} FMI, 2015. Haïti: questions choisies. FMI Rapport national 15/158 2015.

^{25.} Lundahl M., 2011. La pauvreté en Haïti. Essais sur les perspectives de catastrophe sous-développement et de poste. 2011.

^{26.} Lenève J. and Cadet R.L., 2013. Microfinance en Haïti: Est-ce que les plus pauvres ont accès au crédit? Novembre 2013.

En 2012, la prévalence de l'insuffisance pondérale était de 7 % des enfants de moins de cinq ans dans l'Aire Métropolitaine de Port -au-Prince alors que la prévalence nationale s'élevait à 11%.

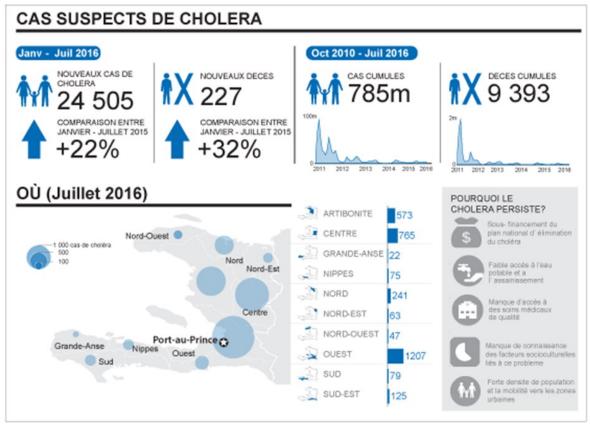
A peine plus d'1 enfant sur 10 reçoit l'ensemble des 3 pratiques optimales d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (lait maternel, diversité alimentaire et fréquence des repas). Malgré une tendance en augmentation, plus de la moitié des enfants ne reçoit pas l'ensemble des vaccins recommandés, sans différence significative entre milieu rural et milieu urbain. Les inégalités de genre et les violences auxquelles font face les femmes et les jeunes filles figurent également parmi les causes fondamentales de la malnutrition, de même que l'indice de fécondité qui reste élevé en particulier chez les adolescentes et en milieu rural.

Selon l'EMMUS V, environ 13 % des femmes en Haïti souffrent de malnutrition et la moitié des femmes (49%) ont une anémie sous ses formes sévères, modérées et légères. Le niveau de pauvreté est

également un facteur significatif d'iniquité dans la couverture des soins de santé maternelle.

Actuellement, seulement un quart de la population a accès à des installations sanitaires améliorées et 64 % ont accès à l'eau potable. Bien que le nombre de personnes touchées par le choléra ait sensiblement diminué depuis le début de l'épidémie, la persistance du choléra en Haïti est principalement due au manque d'accessibilité à l'eau potable et aux installations sanitaires, ce qui nécessite encore des améliorations significatives dans le domaine de l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Avec le début de la saison des ouragans, une résurgence de cas de choléra a été observée au cours des derniers mois, en particulier dans les communes de Port-au-Prince, Tabarre et Carrefour. Selon le ministère de la Santé, près de 23.000 cas ont été enregistrés en 2016, avec 211 décès. Depuis le début de l'épidémie de choléra en octobre 2010, plus de 776.000 cas et 9.000 décès ont été enregistrés, dont plus de 350.000 cas en 2011.



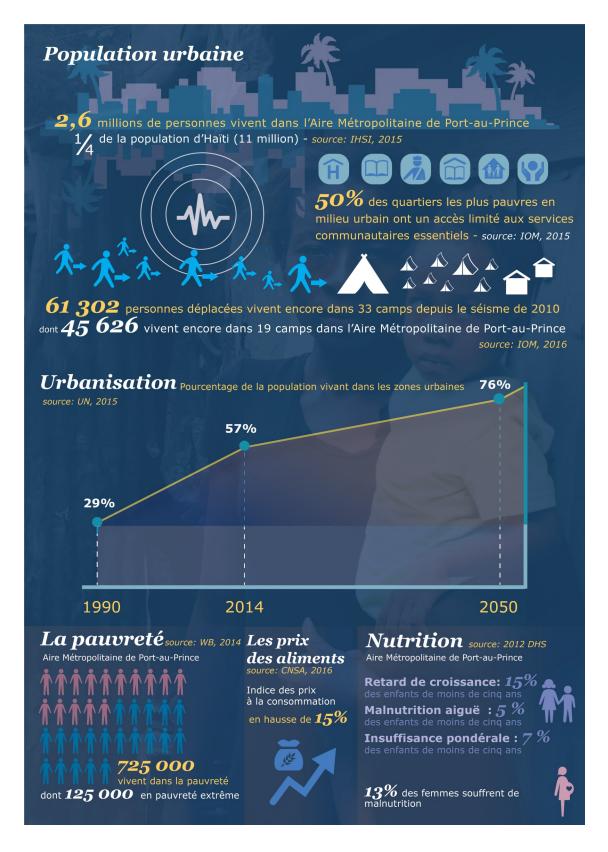
Source: OCHA 2016 - http://reliefweb.int/report/haiti/haiti-chol-ra-chiffres-cl-s-ao-t-2016

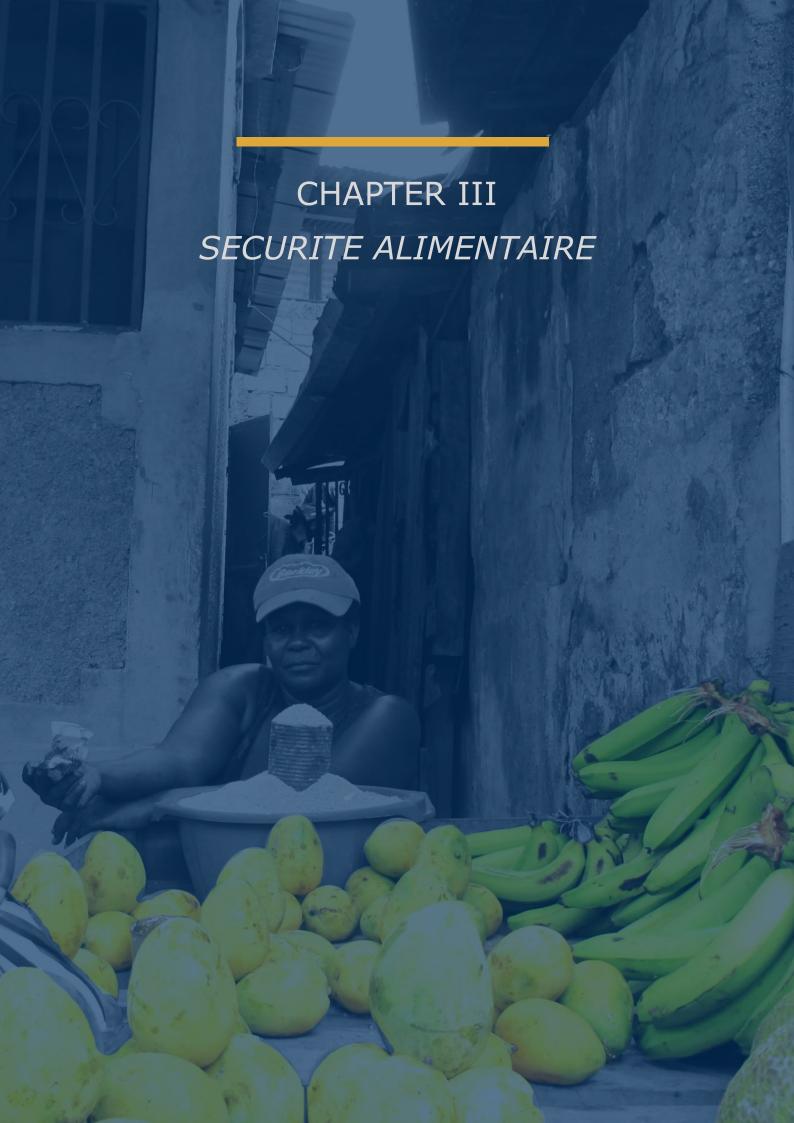
^{27.} OCHA, 2016. Ibidem.

^{28.} OCHA, 2016. Haiti Humanitarian Response Plan.

^{29.} OCHA, 2016. Haïti Bulletin humanitaire - Numéro 63. juillet 2016. http://reliefweb.int/report/haiti/haiti-humanitarian-bulletin-issue-63-july-2016

L'un des défis majeurs d'Haïti en matière de santé est un accès équitable aux services de soins. Il existe une grande disparité entre les prestations de services dans les zones urbaines et rurales. Avant le tremblement de terre, 47% de la population n'avait pas accès aux soins de santé à cause de la nature extrêmement centralisé du système sanitaire. Le séisme aurait détruit 60% du système de santé en Haïti et certains hôpitaux ne seraient pas encore complètement réhabilités, tandis que d'autres manqueraient encore de personnel et d'équipements médicaux essentiels. 31





I. Aperçu de la classification de la sécurité alimentaire

Chaque ménage enquêté a été classé dans l'une des quatre catégories de sécurité alimentaire (voir annexe I, tableau 2), en utilisant l'approche consolidée pour les indicateurs de la sécurité alimentaire (CARI), Cette classification est basée sur trois indicateurs:

- L'état actuel de la sécurité alimentaire du ménage, en utilisant les groupes de score de consommation alimentaire;
- La capacité d'adaptation potentielle des ménages, en utilisant le pourcentage des dépenses alimentaires (vulnérabilité économique); et
- L'utilisation de stratégies de survie basées sur les moyens d'existence (épuisement des actifs)

Dans l'ensemble, 30% des ménages sont en insécurité alimentaire, dont 28% en insécurité alimentaire modérée et 2% en insécurité alimentaire sévère. Bien que les scores de consommation alimentaire classent 39% des ménages en insécurité alimentaire, les autres indicateurs signalent une prévalence plus faible. Pour être classé en insécurité alimentaire sévère, un ménage doit avoir une consommation alimentaire pauvre et, soit la vulnérabilité économique modérée ou une épuisement des actifs sévère et modérée ou grave épuisement des actifs, ou grave épuisement des actifs et de la vulnérabilité économique sévère, avec une consommation alimentaire limite ou pauvre. Seul un faible pourcentage des ménages (2%) correspond globalement à ces critères. Seules de légères différences sont observées lorsque l'on compare l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince (PaP) et la strate des autres régions (voir annexe I, tableau 2).

Dans l'Aire Métropolitaine de PaP, 29% des ménages sont en insécurité alimentaire (27% modérée, 2% sévère), tandis que dans d'autres villes, 34% des ménages sont en insécurité alimentaire (30% modérée, 4% sévère). Dans les deux zones, la

prévalence des pauvres et limite la consommation alimentaire est similaire. Toutefois, les ménages en dehors de la zone métropolitaine de PaP ont tendance à passer plus de leurs dépenses totales sur les denrées alimentaires, et légèrement plus susceptibles d'avoir des rapports utilisé des stratégies d'urgence face.

II. Sécurité alimentaire, faim et richesse

Cette section présente les indicateurs proxy de la sécurité alimentaire par principales strates géographiques de l'enquête. Trois indicateurs clés sont utilisés ici:

- L'indice de sécurité alimentaire (ISA) utilise une combinaison de la consommation alimentaire, la part des dépenses alimentaires et des stratégies de survie basée sur les moyens de subsistance pour classer les ménages en insécurité alimentaire (sévère et modérée). Cet indicateur est comparable à travers le temps et l'espace (par exemple, il peut être comparé aux résultats de l'EFSA de décembre 2012);
- L'échelle de la faim des ménages (E.F), qui est un indicateur de perception basé sur des questions liées à la privation de nourriture ou la faim, au niveau des ménages. Cet indicateur est également comparable à travers le temps et l'espace, et est un peu comparable entre les pays /contextes;
- relative de la richesse (IR), qui est une mesure relative de la richesse des ménages, sur la base des actifs, la construction de maisons, le surpeuplement, et d'autres indicateurs tels que l'eau et de l'assainissement. Cet indicateur n'est pas comparable en termes de prévalence absolue, car il classe les ménages en cinq groupes de taille égale de la richesse relative (Des 20% les plus pauvres aux 20% les plus riches);

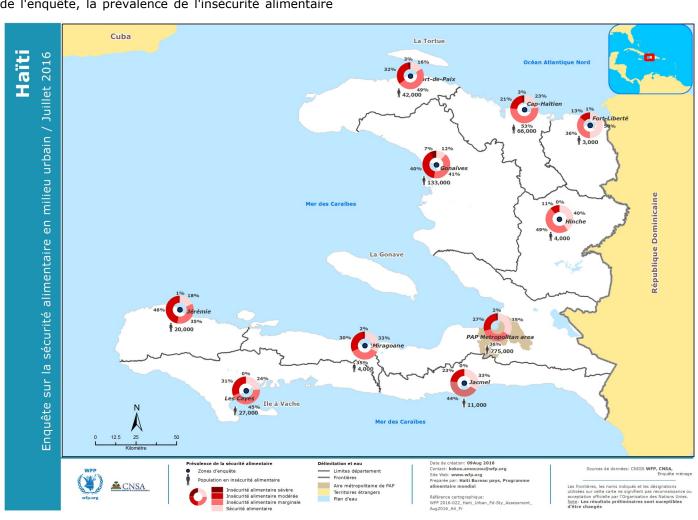
Ces indicateurs identifient les quatre mêmes zones comme ayant une plus grande insécurité alimentaire, souffrant de la faim et étant pauvres : la commune de Cité Soleil et les villes de Gonaïves, Jérémie et Port-de -Paix. Cap-Haïtien a aussi une prévalence élevée de la faim déclarée et Miragoane est parmi les zones à plus forte prévalence des ménages les plus pauvres. Il est important de noter que toutes les strates géographiques ont une prévalence non négligeable des ménages qui sont comptés parmi les pauvres qui ont faim. Aucune zone n'est totalement, ou même la plupart du temps, exempte d'insécurité alimentaire.

1. Indice de sécurité alimentaire

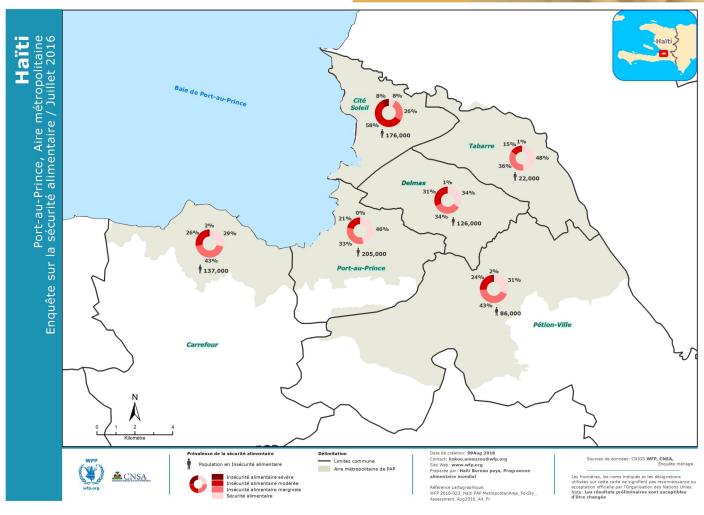
Comme décrit précédemment, la prévalence globale de l'insécurité alimentaire dans les zones couvertes par l'enquête est de 30% : 28% des ménages sont en insécurité alimentaire modérée, et 2% en insécurité alimentaire sévère. Dans les 15 strates géographiques de l'enquête, la prévalence de l'insécurité alimentaire

est généralement en-dessous de 35%, avec la plupart des zones en-dessous de 30%. Cependant, quatre zones se distinguent par une plus forte prévalence de l'insécurité alimentaire, comme le montrent les cartes ci-dessous:

- La commune de Cité Soleil, où 66% des ménages sont en insécurité alimentaire (58% en insécurité alimentaire modérée et 8% en insécurité alimentaire sévère).
- La ville de Gonaïves, où 48% des ménages sont en insécurité alimentaire (40% modérée, 7% sévère).
- La ville de Jérémie, où 47% des ménages sont en insécurité alimentaire (46% modérée, 7% sévère).
- La ville de Port-de-Paix, où 35% des ménages sont en insécurité alimentaire (32% modérée, 3% sévère).



Carte 3: Haïti, évaluation de la sécurité alimentaire urbaine, Juillet 2016



Carte 4: Port-au-Prince, la région métropolitaine de la sécurité alimentaire Évaluation / Juillet 2016

2. Echelle de la faim des ménages

Sur la base de l'échelle de la faim des ménages, dans l'ensemble, environ la moitié des ménages dans les zones enquêtées rapportent avoir souffert de la faim au cours du mois passé (52%). Parmi eux, 40% ont indiqué une faim modérée et 12% une faim sévère. La prévalence de la faim déclarée est plus faible dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince (48%) que dans la strate des autres villes (65%). Quatre des 15 strates géographiques rapportent une prévalence de la faim (modérée ou sévère) de 60% ou plus:

- La ville de Jérémie, où 74% des ménages ont déclaré avoir souffert de la faim au cours du dernier mois (60% faim modérée, 15% faim sévère)
- La ville de Cap-Haïtien, où 68% des ménages ont déclaré avoir souffert de la faim au cours du dernier mois (52% faim modérée, 16% faim sévère)
- La commune de Cité Soleil, où 64% des ménages ont déclaré avoir souffert de la faim au

cours du dernier mois (43% faim modérée, 21% faim sévère). Ceci est la plus forte prévalence de la faim sévère parmi toutes les strates de l'enquête.

 La ville de Port-de-Paix, où 60% des ménages ont déclaré avoir souffert de la faim au cours du dernier mois (52% faim modérée, 13% faim sévère).

(Pour plus de détails, voir l'annexe I, tableau 3)

3. Indice de richesse

Comme indiqué ci-dessus, l'indice de richesse est une mesure relative de la richesse de l'actif, et ne peut donc être comparé que de ma manière relative : plus riches et plus pauvres. Cette enquête ne calcule pas un seuil standard comme un seuil de pauvreté pour classer les ménages. Les ménages sont divisés en cinq groupes représentant chacun 20% des ménages dans les zones étudiées en fonction de leur richesse relative en actifs, des ménages les plus pauvres aux plus riches.

Ainsi, dans l'ensemble, 20% des ménages va tomber dans le quintile le plus pauvre, 20% dans le quintile le plus riche, et 40% dans les deux quintiles les plus pauvres (tel que présenté dans le tableau 4).

En regardant les strates individuelles, la prévalence des ménages dans les deux quintiles de richesse inférieurs donnent une idée de la richesse relative par rapport aux autres zones couvertes par l'enquête. Cinq des 15 strates géographiques ont 50% des ménages tombant dans les deux quintiles les plus pauvres de l'indice de richesse:

- La ville de Port-de-Paix, avec 75% des ménages dans les deux quintiles les plus pauvres de l'indice de richesse (21% dans le deuxième plus pauvre, 54% dans les plus pauvres);
- La commune de Cité Soleil, avec 74% des ménages dans les deux quintiles les plus pauvres de l'indice de richesse (28% dans le deuxième plus pauvre, 45% dans les plus pauvres);
- La ville de Jérémie, avec 60% des ménages dans les deux quintiles les plus pauvres de l'indice de richesse (28% dans le deuxième plus pauvre, 36% dans les plus pauvres);
- La ville de Gonaïves, avec 56% des ménages dans les deux quintiles les plus pauvres de l'indice de richesse (25% dans le deuxième plus pauvre, 31% dans les plus pauvres);

La ville de Miragoane, avec 50% des ménages dans les deux quintiles les plus pauvres de l'indice de richesse (24% dans le deuxième plus pauvre, 26% dans les plus pauvres).

(Pour plus de détails, voir l'annexe I, tableau 4)

III. Profil des ménages

1. Quelques données sociodémographiques

53% des ménages sont dirigés par une femme. Dans l'ensemble, la taille moyenne des ménages est de cinq personnes. Il y a peu de différence dans la taille

moyenne des ménages dans l'Aire Métropolitaine de PaP et la strate des autres villes. 12% des chefs de ménage n'ont aucune éducation (11% dans l'Aire Métropolitaine contre 16% dans les autres villes). 96% des chefs de ménages ont des papiers d'identité, sans différence entre l'aire métropolitaine de PaP et d'autres villes et une très légère différence entre les ménages dirigés par des hommes (98%) et ceux dirigés par des femmes (94%).

35% des chefs de ménages ont un compte bancaire. Bien qu'il n'y ait pas de différence entre l'Aire Métropolitaine et les autres villes, il est intéressant de noter la disparité entre les sexes: 43% des ménages dirigés par des hommes ont un compte en banque, seulement 29% des ménages dirigés par des femmes en ont un. La possession d'un compte bancaire varie également en fonction de la richesse: seulement 11% des plus pauvres ont un compte en banque alors que 67% des plus riches en ont un. Avoir un compte bancaire est plus fréquente chez ceux ayant un emploi salarié (54%) ou possédant une grande entreprise (58%), alors qu'il est encore rare parmi ceux qui dépendent des dons et de l'aide humanitaire (13%). Seulement 17% des ménages souffrant d'insécurité alimentaire sévère ont un compte en banque, contre 53% des ménages en sécurité alimentaire.

2. Fréquentation scolaire des enfants

Dans le cadre de l'enquête auprès des ménages, il a été demandé si chaque enfant de 6 à 17 ans du ménage est allé à l'école régulièrement cette année scolaire en cours, n'y va pas régulièrement (c'est-à-dire a raté deux semaines ou plus), ou ne va pas à l'école.

Dans l'ensemble, 86% des enfants de 6-17 ans ont été rapportés comme ayant fréquenté régulièrement l'école cette année, 9% de façon irrégulière, et 4% ne sont pas du tout scolarisés. Il n'y avait pas de différences significatives entre les garçons et les filles (86% des garçons ont assisté régulièrement à l'école vs 87% des filles).

Il n'y avait que de légères différences entre l'Aire Métropolitaine de PaP et les autres zones urbaines couvertes. De petites variations sont observées entre les différentes communes et villes couvertes par l'enquête, avec une non-fréquentation allant de 1% à 8%. Les zones ayant la fréquentation irrégulière la plus haute sont Port-de-Paix (31%), Gonaïves (20%), Pétion-Ville (20%) et Delmas (14%). (Voir annexe I, tableau 5)

La fréquentation scolaire est moins régulière chez les ménages en insécurité alimentaire, connaissant la faim, et les plus pauvres: Parmi les ménages souffrant d'insécurité alimentaire, 75% des enfants sont allés à l'école régulièrement, par rapport à 92% dans les ménages en sécurité alimentaire.

Dans les ménages ayant déclaré souffrir de faim sévère, 70% des enfants ont été signalés comme allant à l'école régulièrement, 84% dans les ménages souffrant de faim modérée, et 94% dans les ménages souffrant de faim légère ou inexistante. Dans les ménages du quintile le plus pauvre de l'indice de richesse, 71% des enfants sont allés à l'école régulièrement, comparativement à 96% des ménages dans le quintile le plus riche.

Motifs de non-fréquentation de l'école

13% de tous les enfants âgés de 6-17 ans ont été signalés comme ayant peu ou pas fréquenté l'école au cours de l'année scolaire en cours. La principale raison évoquée est que les frais de scolarité sont trop chers (56%). Les autres raisons les plus courantes sont l'absence de « sponsor» (13%) let des problèmes de santé chronique (maladie chronique ou handicap (11%).

Dans les zones en-dehors de l'Aire Métropolitaine de PaP, 26% des enfants qui ne fréquentent pas régulièrement l'école évoque l'exclusion et le renvoi comme la principale raison, contre seulement 2% dans l'Aire Métropolitaine de PaP.

Il n'y a pas une forte relation observée entre les raisons de pauvre ou non-fréquentation scolaire et la sécurité alimentaire, la faim, la richesse, ou d'autres indicateurs. Cette non-relation a pu être observée pour deux raisons possibles. Tout d'abord, la population concernée est relativement faible. Les

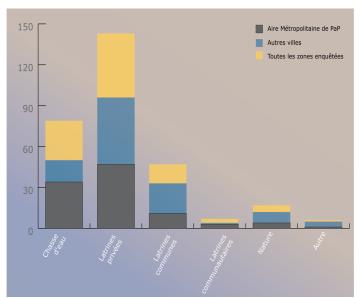
données sur la pauvre ou non fréquentation, ainsi que sur les raisons, ne portent que sur 664 enfants dans les ménages échantillonnés. En outre, la mauvaise ou la non-participation a été extrêmement rare dans les ménages plus riches, en sécurité alimentaire, et donc la taille de l'échantillon dans les strates avec des informations sur les raisons de pauvre ou non-fréquentation est faible. Deuxièmement, les raisons sont le plus souvent d'ordre financier (frais de scolarité trop élevées, pas de parrain, et d'autres réponses moins communes telles que les matériels scolaires sont trop coûteux ou que les enfants ont à travailler), et il peut y avoir tout simplement une homogénéité entre les différents groupes concernant les contraintes financières comme raison principale.

3. Logement et actifs

44% des ménages sont locataires de leur maison. Environ un tiers des chefs de ménage sont propriétaires de leur maison et ont la documentation officielle (20% des ménages les plus pauvres et 46% des plus riches). La propriété du logement est plus élevée chez les ménages plus aisés et en sécurité alimentaire. De plus, 14% sont propriétaires de leur maison, mais n'ont aucun papier officiel. Dans l'Aire Métropolitaine de PaP, 1% des ménages enquêtés vivent dans des camps ou des abris temporaires.

La principale source de combustible pour la cuisine est, de loin, le charbon de bois (87%). 9% des ménages utilisent également du gaz, principalement dans l'Aire Métropolitaine de PaP où 11% des ménages l'utilisent. Les principales sources de lumière sont l'électricité (54%) et les bougies (19%). La lampe à gaz a tendance à être plus souvent utilisée dans d'autres villes (30%) que dans l'Aire Métropolitaine de PaP (13%).

En termes d'installations sanitaires, près de la moitié des ménages utilisent des latrines privées (47%). Les deux autres installations les plus utilisées sont les toilettes à chasse d'eau et les latrines communes, bien que certaines différences soient observées entre l'Aire Métropolitaine de PaP et d'autres villes, comme indiqué dans le tableau ci-dessous:



Une autre question-clé posée sur le logement est le nombre de pièces habitées, sans compter la cuisine et la salle de bains. Ce chiffre, au combinant au nombre de personnes vivant dans le ménage, permet de calculer l'indice de peuplement : nombre de personnes dormant par chambre. Les ménages en insécurité alimentaire ont un indice plus élevé.

Classification de la sécurité	Indice de peuplement (personne par chambre)				
alimentaire	Moyenne	Médiane			
Sécurité alimentaire	2.2	1.8			
Sécurité alimentaire limite	2.5	2.0			
Insécurité alimentaire modérée	3.3	3.0			
Insécurité alimentaire sévère	3.3	3.0			

IV. Consommation alimentaire et accès alimentaire 1. Groupes de Consommation Alimentaire (FCS)

Les ménages ont été interrogés sur leur consommation de groupes d'aliments spécifiques au cours des sept derniers jours, afin e calculer leur score de consommation alimentaire. 60% des ménages ont une consommation alimentaire acceptable. Il n'y a pas de différence entre l'Aire Métropolitaine de PaP et la strate des autres villes.

	Scores de Consommation Alimentaire					
Zones	Consommation pauvre (0-28)	Consommation Limite (28-42)	Consommation Acceptable (> 42)			
Commune de Port-au-Prince	15%	20%	66%			
Commune de Delmas	20%	23%	57%			
Commune de Carrefour	11%	24%	65%			
Commune de Pétion-ville	10%	23%	68%			
Commune de Cité Soleil	45%	27%	28%			
Commune de Tabarre	8%	21%	72%			
Aire métropolitaine de Port-au-Prince	17%	22%	61%			
Ville de Jacmel	5%	22%	73%			
Ville de Cap-Haïtien	12%	24%	64%			
Ville de Fort-Liberté	7%	22%	71%			
Ville de Gonaïves	29%	20%	51%			
Ville de Hinche	2%	18%	80%			
Ville de Les Cayes	17%	25%	58%			
Ville de Jérémie	24%	41%	35%			
Ville de Miragoane	15%	27%	58%			
Ville de Port-de-Paix	21%	20%	59%			
Autres villes	18%	23%	59%			
Toutes les zones couvertes par l'enquête	17%	22%	60%			

Il n'y a presque pas de différence entre les ménages dirigés par les hommes ou par des femmes, avec respectivement 16% et 18% des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre. Les groupes d'aliments les plus fréquemment consommés sont les céréales, racines et tubercules, l'huile, le sucre et les légumineuses. Les fruits et légumes ne sont consommés en moyenne que 2,7 et 1,4 jours par semaine, respectivement.

Cité Soleil et Jérémie se distinguent par un très faible pourcentage de ménages ayant une consommation alimentaire acceptable (respectivement 28% et 35%). Cinq communes ou villes ont un pourcentage de

ménages ayant une consommation alimentaire pauvre particulièrement alarmante: Cité Soleil, Gonaïves, Jérémie, Port-de-Paix et Delmas. Bien qu'ils montrent une tendance générale de la faible fréquence de consommation pour chaque groupe d'aliments, il est particulièrement notable en termes de légumineuses, viande, poisson, œufs, lait (tous les aliments riches en protéines) et, dans une moindre mesure, en termes d'huile et de sucre.

Il existe un lien évident avec la richesse, comme indiqué ci-dessous : 87% des ménages les plus riches ont une consommation alimentaire acceptable, contre seulement 29% des ménages les plus pauvres.

Scores de Consommation Alimentaire par indice de richesse									
Indice de richesse (quintile)	Consommation pauvre	Consommation accep- table							
les plus pauvres	43%	28%	29%						
2	22%	27%	51%						
3	14%	26%	60%						
4	6%	20%	74%						
les plus riches	2%	11%	87%						

2. Scores de Consommation Alimentaire - Analyse de la qualité nutritionnelle

L'analyse de la qualité nutritionnelle du score de consommation alimentaire (FCS-N) est dérivée du FCS et se concentre sur trois principaux nutriments: le fer, les protéines et la vitamine A. En regroupant les produits alimentaires dans ces nutriments, la fréquence de consommation alimentaire peut être interprétée dans la fréquence de consommation de ces trois éléments nutritifs essentiels pour le ménage. La catégorisation de la fréquence de la consommation des nutriments est divisée en trois groupes: jamais (0 jour), parfois (1-6) et tous les jours (7 jours).

Groupes de Consommation Alimentaire - Analyse de la qualité nutritionnelle par zones										
	Fer			Protéines			Vitamine A			
Zones	0 jour	1-6 jours	7 jours	0 jour	1-6 jours	7 jours	0 jour	1-6 jours	7 jours	
Aire métropolitaine de PaP	25%	65%	10%	4%	36%	60%	13%	41%	45%	
Autres villes	25%	69%	6%	4%	4% 37%		10%	45%	45%	
Toutes les zones couvertes par l'en- quête	25%	66%	9%	4%	36%	60%	13%	42%	45%	

Groupes de Consommation Alimentaire - Analyse de la qualité nutritionnelle par indice de richesse

Indice de richesse	Fer			Protéines			Vitamine A			
(quintile)	0 jour	1-6 jours	7 jours	0 jours	1-6 jours	7 jours	0 jour	1-6 jours	7 jours	
les plus pauvres	51%	47%	2%	12%	59%	29%	25%	48%	27%	
2	31%	64%	5%	3%	46%	50%	17%	47%	37%	
3	22%	69%	9%	3%	37%	60%	12%	48%	40%	
4	15%	76%	10%	1%	26%	73%	7%	42%	52%	
les plus riches	7%	74%	20%	0%	12%	87%	3%	27%	70%	

Un quart des ménages indique ne pas avoir consommé de fer au cours des 7 derniers jours, ce qui indique un risque d'anémie ferriprive. Cette condition peut avoir un certain nombre de complications sur la santé et le bien-être d'un individu, car il a un rôle important dans un certain nombre d'enzymes impliquées dans le métabolisme oxydatif et d'autres fonctions cellulaires. Des tendances similaires sont observées dans l'Aire Métropolitaine de PaP et la strate des autres villes. Cependant, les résultats à Cité Soleil montrent une très faible consommation de fer avec 56% des ménages n'ayant pas consommé de fer au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête.

Les protéines jouent un rôle vital dans le processus de croissance; les individus ont besoin d'un apport suffisant en protéines pour prévenir la dénutrition. 60% des ménages consomment des aliments riches en protéines sur une base quotidienne, et seulement 4% indiquent 0 jour de consommation, sans différence notable entre l'Aire Métropolitaine de PaP et la strate des autres villes. Ces résultats encourageants sont tempérés par les résultats à Jérémie où 20% des ménages déclarent ne jamais consommer des aliments riches en protéines.

Quant à la vitamine A, elle est importante en raison de son lien direct avec le fonctionnement de la vue, du système immunitaire, de la croissance et du système reproducteur. 45% des ménages déclarent consommer des aliments riches en vitamine A tous les jours, mais 13% des ménages déclarent 0 jour de consommation, avec un pic à 32% à Cité Soleil.

L'analyse par quintile de richesse montre que la fréquence de la consommation d'aliments riches en nutriments est liée à la richesse.

3. Consommation de l'alimentation de rue

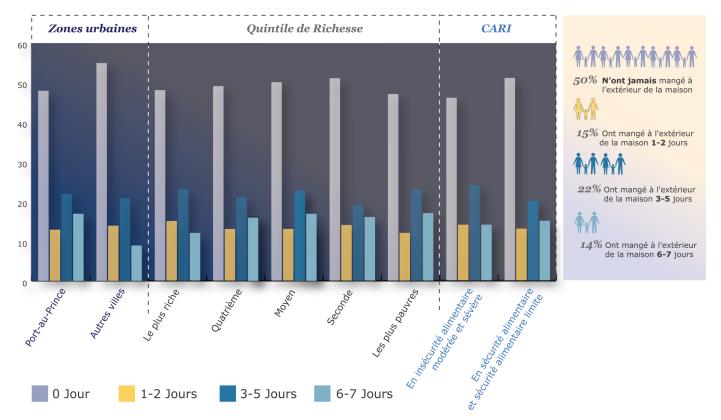
Les ménages ont répondu à des questions sur leur consommation de nourriture de rue. Environ 50% des ménages ont déclaré que personne dans leur ménage n'a mangé de nourriture de rue au cours des sept derniers jours.

Parmi ceux qui ont rapporté avoir consommé des repas hors de la maison la semaine précédente, environ 15% l'ont fait une ou deux fois dans la semaine et 22% ont mangé à l'extérieur de la maison de trois à cinq jours par semaine - à la fois dans l'Aire Métropolitaine de PaP et dans la strate « autres villes». Cependant, la proportion de ménages ayant déclaré la consommation de nourriture de rue 6-7 jours par semaine était plus élevée à PaP que dans d'autres villes.

Les ménages ont plus fréquemment signalé les hommes adultes que les femmes dans l'Aire Métropolitaine de PaP (80% contre 63% respectivement) et dans d'autres villes (74% contre 68%) comme étant ceux qui mangent des aliments de rue. 23% des ménages ont déclaré que des enfants âgés de 5-16 ans ont consomme des aliments de rue et 10% ont déclaré les jeunes enfants (moins de cinq ans).

L'analyse de la consommation d'aliments de rue par quintiles de richesse ou par niveau de sécurité alimentaire n'a fait apparaître aucune tendance claire et peu de différences ont été observées.

Nombre de jours où les membres du ménage ont mangé à l'extérieur de la maison



V. Moyens de subsistance et sources de revenu

1. Principaux groupes de sources de revenu

Les ménages ont été interrogés sur leurs trois principales sources de revenus. En utilisant leur principale source, les ménages ont été regroupés en plusieurs catégories générales. La plupart des ménages dans les zones urbaines couvertes par l'enquête dépendent des trois grandes catégories suivantes:

- Le petit commerce et les entreprises (32% des ménages), comprenant le petit commerce (23% des ménages), et les propriétaires d'une petite entreprise (9% des ménages);
- Le travail journalier (23% des ménages) constitué de travailleurs journaliers non qualifiés (11%) et de

travailleurs journaliers qualifiés (12%);

Les emplois salariés (21% des ménages).

En outre, 11% des ménages ont déclaré compter sur les envois de fonds.

Les ménages dépendant d'emplois salariés ont tendance à être plus fréquents dans l'Aire Métropolitaine de PaP particulièrement à Delmas, Pétion-ville et Tabarre. Parmi les communes de l'Aire Métropolitaine, Cité Soleil a la prévalence la plus faible des emplois salariés (15%), suivie par Carrefour (19%). Dans les autres villes couvertes par l'enquête, il y a un peu moins de ménages qui dépendent de l'emploi salarié et du petit commerce que dans l'Aire Métropolitaine de PaP, et un peu plus déclarent dépendre d'un travail journaliers non qualifié.

La principale source de revenus des ménages varie quelque peu entre les ménages dirigés par des hommes ou des femmes. Les différences ont été principalement observées dans:

- Le petit commerce (16% des ménages dirigés par des hommes contre 30% des ménages dirigés par des femmes);
- le travail manuel qualifié (18% des ménages dirigés par les hommes contre 7% des ménages dirigés par des femmes);
- l'emploi salarié (24% des ménages dirigés par des hommes vs 19% des ménages dirigés par des femmes);
- Les envois de fonds (8% des ménages dirigés par des hommes vs 14% des ménages dirigés par des femmes).

2. Nombre de sources de revenus

43% des ménages ont déclaré une seule source de revenus, 45% ont déclaré deux sources, et 13% ont déclaré trois sources (un maximum de trois a été demandé). On observe une légère variation entre les communes de l'Aire Métropolitaine de PaP en ce qui concerne le nombre de sources de revenu.

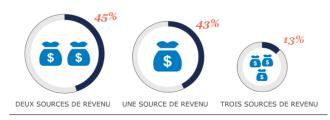
Parmi les autres villes, Jérémie a le plus fort pourcentage de ménages ayant une seule source de revenus (68% des ménages), et les plus bas sont observés à Cap-Haïtien (20%), et à Jacmel (21%). Trois ou plusieurs sources sont les plus courantes à Jacmel (27%), Cap-Haïtien (35%) et Gonaïves (20%), et se situe entre 3% et 10% des ménages dans les autres villes. Le nombre de sources de revenus n'est pas significativement différent entre les ménages dirigés par des hommes ou des femmes.

Bien que moins répandus, les groupes de subsistance suivants ont tendance à être plus souvent en insécurité alimentaire, à connaître la faim et être plus pauvres:

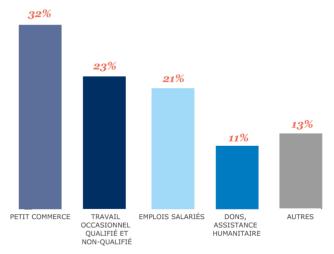
• Les ménages qui dépendent principalement de la production agricole, de l'élevage, la pêche et la production de charbon de bois en termes de revenus ;

Les ménages qui dépendent des dons et de l'aide humanitaire comme leur principale source de revenus;

Nombre de sources de revenu du ménage



Principale source de revenu



Ensuite, il y a des groupes de subsistance qui sont plus fréquemment trouvés dans les zones urbaines interrogées qui ont tendance à être plus dans l'insécurité alimentaire, la faim, et plus pauvres:

- Les ménages qui dépendent de travail journaliers non qualifié;
- Les ménages qui dépendent d'un petit commerce;
- Dans une moindre mesure, les ménages qui dépendent d'un travail journalier qualifié.

Les ménages ayant le moins de sources de revenus ont également tendance à être plus en insécurité alimentaire, à connaître la faim, et à être plus pauvres.

3. Insécurité alimentaire, faim et richesse relative selon la source de revenu principale

En regardant la sécurité alimentaire (CARI), certains groupes de moyens de subsistance des ménages les plus en insécurité alimentaire sont également parmi les plus rares. Parmi les quelques ménages qui dépendent de la production agricole et de l'élevage, et des dons et de l'aide humanitaire, 52% et 72% sont classés comme souffrant d'insécurité alimentaire, respectivement.

- Parmi les principaux groupes de sources de revenus les plus courants, il existe une large gamme de niveaux d'insécurité alimentaire:
- Parmi les 11% des ménages qui dépendent d'un travail journalier non qualifié, 51% sont en insécurité alimentaire;
- Parmi les 23% des ménages qui dépendent du petit commerce, 36% sont en insécurité alimentaire;
- Parmi les 12% des ménages qui dépendent d'un travail journalier qualifié, 31% sont en insécurité alimentaire.

(Voir annexe I, tableau 6)

Les groupes de moyens de subsistance les moins fréquents, c'est-à-dire la production agricole et l'élevage ainsi que les dons et l'aide humanitaire ont la plus forte prévalence de la faim déclarée (77% et 82%, respectivement).

Parmi les groupes de moyens de subsistance les plus courants, la plus forte prévalence de la faim est observée parmi les ménages qui dépendent de la main -d'œuvre journalière non qualifiée (68%), de travail journalier qualifié (57%) et du petit commerce (55%). (Voir annexe I, tableau 10)

En regardant les quintiles de l'indice de richesse, parmi les groupes de sources de revenus les moins courants, les plus pauvres ont tendance à dépendre de dons et aide humanitaire (72% dans les deux quintiles de richesse les plus pauvres) et la production agricole et l'élevage (63% dans les deux quintiles de richesse les plus pauvres).

Parmi les principales sources de revenus les plus courantes, les groupes les plus pauvres ont tendance à être le travail journalier non qualifié (63% des ménages dans les deux quintiles de richesse les plus pauvres) et le petit commerce (52% des ménages dans les deux quintiles de richesse les plus pauvres). (Voir annexe I, tableau 11)

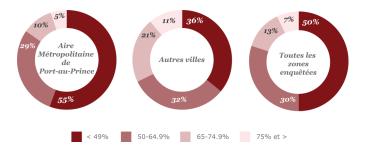
VI. Dépenses

1. Part des dépenses alimentaires

Les ménages ont été interrogés sur leurs dépenses afin d'en tirer la part des dépenses alimentaires. Une part importante des dépenses alimentaires en pourcentage des dépenses totales des ménages est une indication de la vulnérabilité économique.

20% des ménages consacrent plus de 65% de leur budget à l'alimentation. Il y a une différence significative entre l'Aire Métropolitaine (15%) et la strate des autres villes (32%), mais pas de différence selon le genre du chef de ménage.

Part des dépenses alimentaires



2. Dette et crédit

Dans l'ensemble, environ 91% des achats alimentaires se font au comptant (en argent liquide), 5% à crédit et 4% par d'autres sources que l'achat. Il y a une certaine relation avec cela et la faim et le niveau de richesse relative.

Les ménages souffrant le plus de la faim dépensent 81% de leurs achats alimentaires totaux en argent comptant, 14% en utilisant le crédit, et 6% par d'autres sources. Les ménages qui ne souffrent pas de la faim dépensent 95% de leurs achats totaux en argent comptant, 2% en utilisant le crédit, et 3% par d'autres sources.

En comparant les ménages plus riches et les plus pauvres (sur la base des quintiles de l'IR), les ménages du quintile le plus pauvre font 86% de leurs achats de produits alimentaires en argent liquide, 9% à crédit, et 5% par d'autres sources.

Les résultats des autres strates sont relativement similaires, variant de 92% à 94% des dépenses alimentaires en l'argent liquide, et 5% à % à crédit, et 5% à 2% en utilisant d'autres sources.

Lorsqu'ils sont confrontés à des difficultés financières, les ménages peuvent choisir de dépenser leurs économies ou de s'endetter. Les ménages pauvres et en insécurité alimentaire sont beaucoup moins susceptibles d'avoir des économies, et doivent donc compter sur le crédit dans les moments difficiles. Cette dette est souvent accompagnée par des taux d'intérêt très élevés, grever davantage le budget de ces ménages, alors que les ménages les plus riches, en utilisant leur épargne dans les moments difficiles, n'ont pas ce même fardeau de la dette.

La plupart des ménages ayant effectivement obtenu un crédit l'ont eu auprès des amis ou de la famille (52%). Sont également citées les commerçants locaux (15%), la banque (11%), les associations de crédit (8%), et les prêteurs d'argent/usuriers (5%).

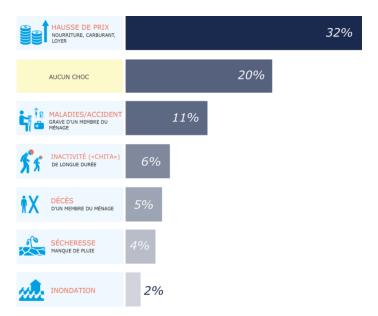
VII. Chocs et stratégies d'adaptation



Les résultats du sondage en ligne: Défis urbains clés auxquels sont confrontés les

- Le taux de chômage était la difficulté la plus fréquemment signalée dans toutes les communes, qui est en ligne avec le taux de chômage élevé de 40% et le taux de chômage des jeunes de plus de 60% en Haïti urbaine (Banque mondiale, 2014).
- L'électricité, et soit l'insécurité ou des prix alimentaires, ont été les deuxième et troisième difficultés les plus fréquemment rapportés dans toutes les communes, sauf pour Cité Soleil, Kenscoff et Port-au -Prince
- Santé à Cité Soleil apparaît avec le chômage et l'insécurité dans les trois principales difficultés, plutôt que les prix des aliments ou de l'électricité (bien que la taille de l'échantillon est faible). Les inondations apparaît également dans les réponses après deux mois de pluie, bien que moins fréquemment, mais il peut devenir un problème plus important au cours de la saison des ouragans, qui va de Juin à Novembre. A Port-au-Prince commune, l'eau et l'assainissement était la troisième difficulté le plus souvent sélectionné.
- Les principales difficultés signalées reflètent un manque d'accès aux services de base trouvés dans les régions pauvres de métropolitaine de Port-au-Prince. Entre 30% et 40% des «quartiers» de Cité Soleil, Pétion-ville, Delmas et Tabarre manquent au moins quatre des services de base de la santé, l'éducation, les institutions publiques, police, pompiers, les banques et les marchés (OIM et communautaires Centres de ressources 2015).

1. Chocs



Cette section se penche sur les chocs auxquels les ménages ont été exposés au cours des six mois précédant l'enquête. On a demandé aux ménages s'ils avaient subi des chocs ou «événements négatifs» qui ont eu un impact sur leur ménage, et ce que l'événement le plus important a été.

Le choc le plus fréquent était **«augmentation des prix des denrées alimentaires et d'autres marchandises»**, cité sous le choc principal de 32% des ménages. Les autres chocs communs comprennent la maladie ou l'accident d'un membre du ménage (6%), et la mort d'un membre du ménage (5%). Un ménage sur cinq a déclaré n'avoir subi aucun choc au cours des six derniers mois.

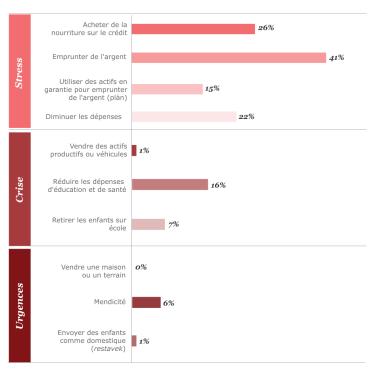
Bien que rare dans l'ensemble, certains des chocs ont été plus fréquemment rapportés dans certaines zones : Ainsi, la sécheresse et le manque de pluie, cités par seulement 4% dans l'ensemble des zones enquêtées ont été beaucoup plus fréquemment mentionnés à Hinche (40%), Port-de-Paix (24%), Jacmel (20%), Gonaïves (21%) et Fort-Liberté (16%). De même, les inondations ont été citées comme choc principal par 2% des ménages dans l'ensemble, mais par 58% des ménages à Fort-Liberté.

2. Adaptation des moyens de subsistance

On a demandé aux ménages s'ils avaient utilisé les stratégies d'adaptation mentionnées au cours des 30 derniers jours à la suite d'un manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture.

36% des ménages ont déclaré ne pas avoir utilisé de stratégies d'adaptation, tandis que 39% ont utilisé des stratégies de stress, 18% des stratégies de crise et 7% des stratégies d'urgence. Les stratégies de stress sont les plus fréquemment utilisées; ces activités sont réversibles sans impact à long terme sur le ménage, comme emprunter de l'argent, acheter de la nourriture sur le crédit, dépenser son épargne ou utiliser ses actifs comme garantie pour emprunter de l'argent.

Les stratégies de crise comprennent la réduction des dépenses de santé et d'éducation, retirer les enfants de l'école ou de vendre des actifs productifs. Les stratégies d'urgence consistent en des stratégies irréversibles négatives ayant ainsi un impact à long terme sur le ménage: la mendicité, la vente de la maison ou d'un terrain, ou l'envoi d'enfants en restavek.



Plus de ménages ont utilisé des stratégies d'urgence dans la strate des autres villes (11%) que dans l'aire métropolitaine de PaP (5%). Cependant, Cité Soleil montre des résultats inquiétants avec 19% des ménages déclarant l'utilisation de stratégies d'urgence, principalement la mendicité (18%) et restavek (2%). En dehors de l'Aire Métropolitaine, Cap -Haïtien et Gonaïves ont le taux le plus élevé de ménages utilisant des stratégies d'urgence (16% et 11% respectivement).

3. Adaptation liée a l'insécurité

Il a été demandé aux ménages s'ils ont utilisé des stratégies d'adaptation en raison de l'insécurité au cours des 30 derniers jours. Dans l'ensemble, 8% des ménages ont déclaré avoir abandonné ou modifié leurs activités économiques en raison de l'insécurité. Ce taux s'élève jusqu'à 21% des ménages à Cité Soleil.

4% des ménages ont déclaré avoir déplacé leur famille sur le quartier en raison de l'insécurité. Surtout observée dans l'aire métropolitaine de PaP, cette adaptation a été citée par 19% des ménages à Cité Soleil. De même, 4% des ménages ont déclaré avoir envoyé des enfants vivre avec d'autres membres de la famille en raison de l'insécurité, avec un pic à 22% à Cité Soleil.

Bien que l'ensemble 28% des ménages ont déclaré avoir eu peur de marcher dans leur quartier, la majorité des ménages à Cité Soleil a mentionné avoir peur (79%). 23% des ménages ont déclaré avoir peur même dans leur maison; 76% à Cité Soleil.

Les ménages vivant dans l'aire métropolitaine de PaP ont tendance à être plus susceptibles d'utiliser des stratégies liées à l'insécurité, et les résultats correspondent avec les communes et les quartiers connus pour leur niveau d'insécurité, comme Cité Soleil.

(Voir annexe I, tableau 12)

^{34.} A restavek (or restavec): Enfante placé comme domestique.



Les résultats du sondage en ligne: Crime et sécurité

Depuis la mi-2015, la situation de sécurité dans l'ensemble métropolitaine de Port-au-Prince et des communes environnantes a été affectée par l'augmentation des manifestations politiques qui se transforment parfois violentes. La criminalité est également une préoccupation dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, même si elle est sous-estimée. Les crimes violents déclarés est principalement liée aux gangs et connexes de vol. Crimes violents liés aux gangs est centralisée, la plupart du temps dans des domaines spécifiques tels que Cité Soleil, alors que les vols se produisent dans toute la ville.

Au cours des mois de Mars - mai 2016, la situation sécuritaire a été signalé que la détérioration ou inchangé.

VIII. Perspectives et besoins prioritaires

1. Perceptions de l'avenir

Dans l'évaluation de la sécurité alimentaire, il a été demandé aux ménages de prédire comment leur situation évoluerait au cours des six prochains mois : mieux, égale, ou pire que l'heure actuelle. Dans l'ensemble, 32% disent que ce sera pire, 11% qu'elle sera la même, et 21% disent que ce sera mieux. Cependant, 26% déclarent qu'ils ne savent pas (ou ont été incapables de donner une réponse). Cela peut être du fait que l'avenir est, pour beaucoup, imprévisible, et donc ils sont réticents à deviner ce qu'il leur réserve.

Les ménages en insécurité alimentaire, les plus pauvres, et ceux connaissant la faim répondent tous plus fréquemment qu'ils prédisent que leur situation sera pire dans six mois. Parmi le quintile le plus riche de l'IR, 23% prédisent que l'avenir sera pire, et 28% mieux. Parmi le quintile le plus pauvre de l'IR, 44% ont prédit que ce serait pire, et 14% mieux.

En outre, les ménages dans certaines régions ont tendance à avoir une vision plus pessimiste de leur avenir. A Cité Soleil, 77% des ménages prédise que les choses vont se compliquer, et seulement 1% ont dit que leur situation va s'améliorer. Ces ménages ont

également été parmi les moins susceptibles de dire qu'ils ne savaient pas ou à ne donner aucune réponse, ce qui indique qu'ils étaient plus sûrs, en général sur

leur avenir.

2. Besoins prioritaires

On a demandé aux ménages ce que leurs principaux besoins seraient dans les six prochains mois. Dans l'ensemble, les réponses les plus courantes étaient «le travail» (46%) et «l'argent» (28%), suivis de loin par la «nourriture» (8%), l'éducation (5%) et les services de santé (4%) et le logement (4 %).

Dans tous les groupes, le travail et l'argent sont restés besoins prioritaires les plus fréquemment cités, généralement représentant environ 75% des réponses des ménages. Cependant, la nourriture comme un besoin prioritaire a été plus fréquemment cité parmi les ménages les plus pauvres, connaissant la faim et en insécurité alimentaire. Cela peut indiquer que, parmi les plus vulnérables, ils identifient le besoin de nourriture comme une priorité sur les autres besoins, alors que ceux dont la situation est meilleure identifient l'argent et le travail comme leur principal besoin, ce qui pourrait être poursuivi pour couvrir les aliments ainsi que d'autres besoins.

4% des ménages en sécurité alimentaire ont déclaré la nourriture comme leur principal besoin, contre 18% des ménages en insécurité alimentaire sévère. De même, parmi les ménages du quintile le plus riche selon l'IR, 4% ont déclaré la nourriture comme une priorité principale, contre 12% des ménages du quintile le plus pauvre.



Les résultats de l'enquête en ligne

Lorsqu'on lui demande comment la qualité de vie a évolué pour les personnes pauvres vivant dans leur quartier au cours des trois derniers mois (Mars-mai 2016), la majorité des répondants ont répondu «détériorée».

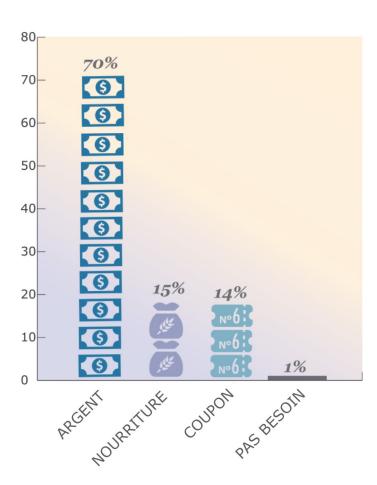


Les résultats de l'enquête en ligne

Le chômage a été perçu comme la principale difficulté rencontrée par les pauvres, suivi de l'électricité. L'insécurité et les prix alimentaires ont également été fréquemment rapportés comme principales difficultés.

3. Modalité d'assistance préférée

Les ménages ont été invités à préciser quelle modalité ils préfèreraient si leur ménage était éligible à de l'assistance alimentaire. L'argent est de loin la modalité privilégiée par les bénéficiaires potentiels, comme le montre le graphique ci-dessous.



Il est intéressant de noter que, comme dans d'autres enquêtes, les gens les plus pauvres sont plus susceptibles de mentionner la nourriture comme leur préférence, mais, dans tous les groupes, l'argent est toujours le plus souvent cité.

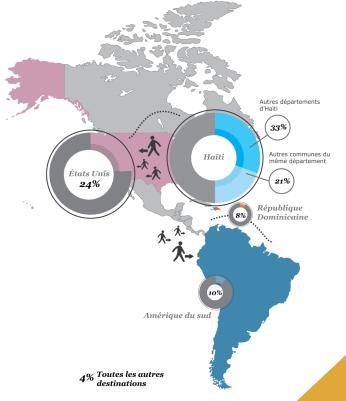
IX. Migration

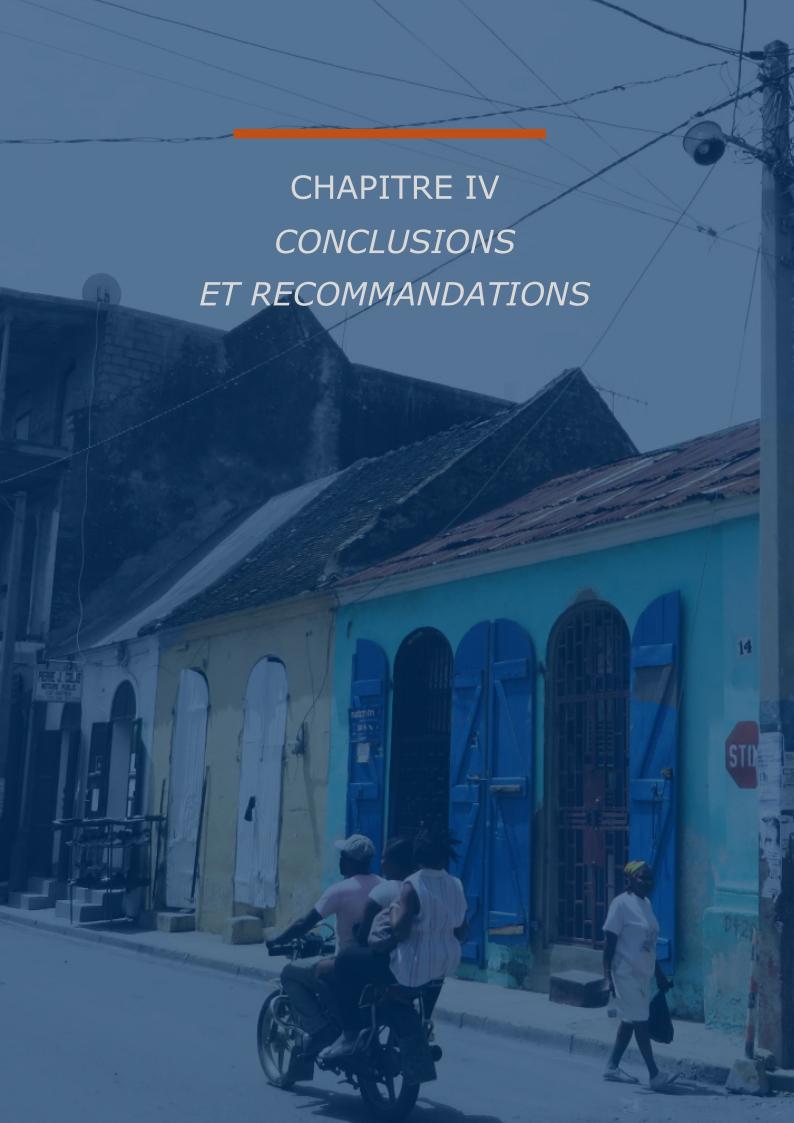
Dans l'ensemble, 12% des ménages avaient au moins un membre ayant migré au cours des 12 derniers mois. Ce chiffre est presque le double à Tabarre et Cap-Haïtien (22% et 25% respectivement). Les chiffres de migration les plus faibles se trouvent à Cité Soleil et Jérémie, qui sont aussi les zones ayant la plus forte concentration de ménages pauvres.

Parmi les migrants déclarés par les ménages membres comme étant partis au cours de la dernière année, 54% sont restés en Haïti, dont 20% dans le même département. Plus d'un cinquième reporte une migration vers les Etats-Unis. Ce chiffre augmente de manière significative dans les zones les plus riches (par exemple Tabarre et Pétion-Ville) où la majorité des migrants vont aux États-Unis (65% et 45% respectivement). Près de la moitié (48%) ont migré pour le travail, contre seulement 10% qui ont quitté pour étudier.

Presque tous les ménages ont déclaré qu'il y a eu une migration et une immigration plus faibles que d'habitude (85% et 88% respectivement). Seulement 8% des ménages ont déclaré avoir reçu d'autres membres qui avaient immigré récemment. Parmi ceux -ci, plus des trois quarts provenaient d'autres régions d'Haïti, dont 30% dans le même département.

Destinations de migration





I. Conclusions et recommandations

1. Conclusions principales

Les populations urbaines restent vulnérables à l'insécurité alimentaire, en particulier dans les zones les plus pauvres. L'expansion urbaine non planifiée et spontanée soulève de nombreuses contraintes qui pèsent sur la pauvreté et la sécurité alimentaire, comme la pénurie en matière d'accès aux services de base, la surpopulation des quartiers, le chômage, la violence, les risques pour la santé publique et les mauvaises conditions d'hygiène.

Dans les zones urbaines évaluées en juin-juillet 2016, 30% des ménages sont en insécurité alimentaire avec 2% d'insécurité alimentaire sévère. Le niveau de l'insécurité alimentaire est considérablement, inférieur à celui observé en décembre 2015 dans les zones rurales affectées par la sécheresse, où 47% des ménages étaient en insécurité alimentaire, avec 10% d'insécurité alimentaire sévère.

Dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince, 29% des ménages sont en insécurité alimentaire, soient environ 755.000 personnes sur les 2,6 millions d'habitants. L'insécurité alimentaire sévère est de 1%.

La commune de **Cité Soleil** et les villes de **Gonaïves**, **Jérémie** et **Port-de-Paix** se démarquent comme ayant les plus hauts niveaux d'insécurité alimentaire. Les indicateurs de l'insécurité alimentaire, de la faim et de la richesse montrent tous les trois des tendances similaires.

40% des ménages ont une consommation alimentaire inacceptable. L'insécurité alimentaire est également due à la vulnérabilité économique, avec 50% des ménages consacrant plus de la moitié de leur budget à l'alimentation. L'augmentation des prix des denrées alimentaires et d'autres produits est le choc le plus fréquemment rapporté. La majorité des ménages sont contraints de se livrer à des stratégies d'adaptation négatives, dont 25% se fondant sur les stratégies de

crise ou d'urgence, qui sont difficiles à inverser.

La dépendance à l'égard des aliments achetés ainsi que la vulnérabilité aux fluctuations des prix des produits alimentaires sont parmi les principaux facteurs qui mènent à l'insécurité alimentaire des populations urbaines. Par conséquent, il sera important de continuer à surveiller i) le taux de change entre la Gourde et le dollar américain, ainsi que le Peso dominicain, en raison de sa forte dépréciation précédente, et ii) les prix des denrées alimentaires et le coût du panier alimentaire, en raison de leurs hauts niveaux actuels.

En raison de l'exposition et de la vulnérabilité d'Haïti aux catastrophes naturelles, la surveillance de la saison des ouragans en cours est également recommandée, ainsi que celle de l'agenda politique qui pourrait potentiellement conduire à des troubles sociaux.

2. Recommandations spécifiques pour le suivi de la sécurité alimentaire

Le taux élevé d'urbanisation en Haïti, les risques et la vulnérabilité élevés du pays aux chocs naturels, et le niveau de l'insécurité alimentaire montré dans cette analyse, concourent à démontrer la pertinence et la nécessité d'améliorer notre compréhension de l'insécurité alimentaire urbaine en Haïti. Jusqu'à présent, l'analyse de la sécurité alimentaire a focalisé principalement sur les zones rurales, sauf dans le cadre de la réponse humanitaire au tremblement de terre de 2010.

Reconnaissant la nécessité d'étendre aux principales villes haïtiennes, la surveillance de la sécurité alimentaires des ménages, le PAM et la CNSA, en collaboration avec les principaux acteurs de la sécurité alimentaire, ont l'intention de mettre en place un système de surveillance de la sécurité alimentaire dans les grandes villes afin d'obtenir des informations régulières et en temps opportun, et de prévenir les crises alimentaires. Ce faisant, il sera essentiel de :

- Veiller à ce que la surveillance de la sécurité alimentaire en milieu urbain soit intégrée dans le système global de suivi de la sécurité alimentaire en place dans le pays, et de recueillir les données et indicateurs-clés pertinents;
- Faire le meilleur usage des enseignements tirés et des orientations méthodologiques fournies par le projet «Adaptation à un monde urbain», dirigé par le global Food Security Cluster et le PAM, et en particulier de l'étude de cas de Portau-Prince. Une attention particulière devra être portée afin que l'approche méthodologique et les outils soient adaptés et pertinents pour le contexte urbain ;
- Définir le système de surveillance de la sécurité alimentaire en tenant compte des liens avec les observatoires de la sécurité alimentaire, mais aussi des mesures de préparation aux urgences et d'intervention, en termes de couverture géographique et de fréquence de collecte des données, par exemple. Cela permettrait d'avoir les données-clés pertinentes disponibles en temps opportun pour les villes les plus vulnérables exposées aux catastrophes naturelles (tremblement de terre, inondations, etc.) en cas de crise ;
- Envisager l'utilisation de technologies pour: i) une utilisation accrue des données et des géospatiales, en particulier pour analyses l'échantillonnage et à des fins de ciblage; ii) des collectes de données plus régulières et moins coûteuses des indicateurs-clés de la sécurité alimentaire (pré-crise et / ou en temps réel en cas de suivi d'une crise), compte tenu des taux élevés de possession de téléphones mobiles dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et dans les villes départementales, et iii) adopter approche d'« Open Data » dе visualisation des données ;
- Poursuivre l'appui à la CNSA en termes de renforcement de ses capacités pour définir et mettre en œuvre un système d'information sur la sécurité alimentaire durable;

 Développer et renforcer la coordination entre les parties prenantes de la sécurité alimentaire et d'autres parties prenantes travaillant sur les questions urbaines.

3. Recommandations générales pour la programmation

Le niveau d'insécurité alimentaire observé en Haïti dans le contexte actuel de la sécheresse reste plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Si les zones rurales les plus en insécurité alimentaire devraient continuer à être une priorité pour les interventions de sécurité alimentaire, les niveaux élevés d'insécurité alimentaire observés dans certaines zones urbaines, en particulier dans les bidonvilles comme Cité Soleil, ne peuvent être ignorés : ils représentent une grande part de la population en insécurité alimentaire du fait de la densité de population, population qui peut nécessiter spécifiques interventions au-delà de la surveillance de la sécurité alimentaire.

Néanmoins, étant donné la nature complexe de l'insécurité alimentaire dans les bidonvilles urbains, qui est chronique et structurelle par nature, il est souhaitable que toutes les interventions soient adaptées de manière appropriée et mises en œuvre par l'acteur le plus compétent dans ce secteur. En effet, une stratégie de développement à long terme est nécessaire pour lutter contre la pauvreté chronique. En entrant dans le milieu urbain, la coordination et la collaboration avec les parties prenantes urbaines majeures au-delà de la sécurité alimentaire sont essentielles pour mieux comprendre les dynamiques sociales et économiques, et contribuer à un meilleur ciblage.

Des synergies avec les programmes urbains existants ou planifiés visant à améliorer les infrastructures de quartiers et l'accès aux services de base pourraient également être explorées pour renforcer les possibilités d'emploi en milieu urbain.

Haïti: Evaluation de la Sécurité Alimentaire en milieu urbain

Il serait également recommandé de déterminer comment les activités de sécurité alimentaire et de moyens d'existence pourraient s'articuler avec les programmes de protection sociale existants, les mesures d'accès à d'emploi et des actions visant à la réduction de la pauvreté.

Dans les zones urbaines, les transferts monétaires seraient très probablement la modalité préférée, à moins de preuves que les marchés ne sont pas du tout fonctionnels. La technologie devrait être utilisée le cas échéant et si possible, pour accélérer la collecte de données, effectuer des transferts et maximiser les avantages de la technologie, comme le fait de disposer d'une communication bidirectionnelle avec les populations-cibles.



floor

ANNEX:

Tables:

- 1. Échantillonnage et chiffres de population
- 2. Indice de sécurité alimentaire dans les zones couvertes par l'enquête, l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et les autres villes
- 3. Echelle de la faim des ménages (EF, HHS)
- 4. Indice de richesse (WI-Quintiles)
- 5. Fréquentation scolaire
- 6. Nombre de Source de revenus par l'insécurité alimentaire, faim et Richesse
- 7. Principale source de revenus des ménages par classification de la sécurité alimentaire
- 8. Principale source de revenus des ménages par Echelle de la faim des ménages (EF, HHS)
- 9. Principale source de revenus du ménage par indice de richesse (WI Quintiles)
- 10. Défis urbains clés déclarés par commune (pourcentage des répondants)
- 11. Part des dépenses alimentaires (par rapport aux dépenses totales du ménage) par zone
- 12. Indice des stratégies de survie par zone
- 13. Perception de la sécurité par zone

II

ANNEX:

Questionnaire d'enquête en ligne

TTT

ANNEX:

Questionnaire pour les évaluation de la sécurité alimentaire



1. Échantillonnage et chiffres de population

		lunting of the control				
Commune/ Ville	Taille de l' échantillon	Population totale dans les zones cou- vertes par l'enquête (IHSI 2015)	Description de la zone couverte			
Commune de Port-au-Prince	477	977,790	Exclut 9520 personnes dans les zones rurales de			
Commune de Delmas	420	395,260				
Commune de Carrefour	431	501,678	Exclut 9577 per- sonnes dans les zones rurales de la Commune	Dans see communes l'encomble de la population		
Commune de Pétion-ville	406	327,923	Exclut 28,113 personnes dans les zones rurales, ainsi que 20.798 personnes à Quar- tier Thomassin	Dans ces communes, l'ensemble de la population urbaine est couverte par l'enquête (à l'exception d'une zone dans la commune de Pétion-ville). Les populations rurales dans la Commune sont exclues et la taille des populations exclues est indiquée.		
Commune de Cité Soleil	379	265,072				
Commune de Tabarre	370	130,877	Exclut 9520 dans les zones rurales de la Commune			
TOTAL - Aire métropolitaine de PaP	2,483	2,598,600	TOTAL - Aire métropolitaine de PaP			
Ville de Jacmel	212	48,248				
Ville de Cap-Haïtien	269	269,036	Cela inclut égale- ment le Quartier Petite Anse (98042)			
Ville de Fort-Liberté	194	22,416				
Ville de Gonaïves	254	278,584		Dans les Villes, seule la population urbaine de la		
Ville de Hinche	210	37,370		ville était couverte par l'enquête (à l'exception du Cap-Haïtien), les autres zones urbaines de la commune sont exclues. La taille des populations exclues est indiquée.		
Ville de Les Cayes	226	86,780				
Ville de Jérémie	225	42,388				
Ville de Miragoane	195	13,577				
Ville de Port-de-Paix	222	121,220				
TOTAL - Autres zones urbaines	2,007	919,619				
Toutes les zones couvertes par l'enquête	4,490	3,518,219	911,819 personnes, (52%). Cette enquê	opulation «IHSI 2015» d'Haïti est estimée à 10, , dont 5.667.686 vivent dans les zones urbaines ète est représentative de 3, 518,219 personnes dans soit 62% de la population urbaine en Haïti.		

2. Indice de sécurité alimentaire dans les zones couvertes par l'enquête, l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et les autres villes

Ensemble des zones couvertes par l'enquête		SECURITE Ali	SECURITE Alimentaire		INSECURITE Alimentaire		
Domaine		Indicateur	Sécurité Alimentaire	Sécurité Alimentaire limite	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère	
Statut Actuel	Consommation Alimentaire	Score de Con- sommation Ali- mentaire	60% acceptable	n/a	22% limite	17% pauvre	
Capacité de survie	Vulnérabilité Economique	Part des Dé- penses Alimen- taires	50% <50%	30% 50-64%	13% 65-74%	7% >75%	
	Epuisement des Actifs	Stratégies de Survie basées sur les moyens d'existence	36% aucune	36% stress	18% crise	7% urgence	
Indice	e de Sécurité A	limentaire	32%	38%	28%	2%	
Aire métropoli	e métropolitaine de Port-au-Prince		SECURITE Alimentaire		INSECURITE Alimentaire		
Domaine		Indicateur	Sécurité Alimentaire	Sécurité Alimentaire limite	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère	
Statut Actuel	Consommation Alimentaire	Score de Con- sommation Ali- mentaire	61% acceptable	n/a	22% limite	17% pauvre	
Capacité de survie	Vulnérabilité Economique	Part des Dé- penses Alimen- taires	55% <50%	29% 50-64%	10% 65-74%	5% >75%	
	Epuisement des Actifs	Stratégies de Survie basées sur les moyens d'existence	37% aucune	40% stress	18% crise	5% urgence	
Indice	e de Sécurité A	limentaire	35%	36%	27%	2%	
Autres villes			SECURITE Ali	mentaire	INSECURITE Alir	mentaire	
Domaine		Indicateur	Sécurité Alimentaire	Sécurité Alimentaire limite	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère	
Statut Actuel	Consommation Alimentaire	Score de Con- sommation Ali- mentaire	59% acceptable	n/a	23% limite	18% pauvre	
Capacité de	Vulnérabilité	Part des Dé-	36%	32%	21%	11%	
capacite de survie	Economique	penses Alimen- taires	<50%	50-64%	65-74%	>75%	
	Epuisement des Actifs	Stratégies de Survie basées sur les moyens d'existence	33% aucune	38% stress	18% crise	11% urgence	
					•	1	

3. Echelle de la faim des ménages (EF, HHS)						
Commune/Ville	Pourcentage des ménages déclarant la faim modérée et sévère	Faim MODÉRÉE	Faim SEVERE			
Commune de Port-au-Prince	43%	32%	11%			
Commune de Delmas	56%	43%	13%			
Commune de Carrefour	36%	32%	4%			
Commune de Pétion-ville	58%	41%	17%			
Commune de Cité Soleil	64%	43%	21%			
Commune de Tabarre	40%	37%	4%			
TOTAL – Aire métropolitaine de Port-au- Prince	48%	36%	11%			
Ville de Jacmel	53%	47%	7%			
Ville de Cap-Haïtien	68%	52%	16%			
Ville de Fort-Liberté	39%	37%	2%			
Ville de Gonaïves	78%	60%	19%			
Ville de Hinche	31%	30%	0%			
Ville de Les Cayes	53%	42%	10%			
Ville de Jérémie	74%	60%	15%			
Ville de Miragoane	56%	39%	17%			
Ville de Port-de-Paix	60%	56%	5%			
TOTAL – Autres zones urbaines	65%	52%	13%			
TOUTES les zones couvertes par l'enquête	52%	40%	12%			

4. Indio	ce de richesse (WI—Quinti	iles)	
Commune/Ville	Pourcentage des ménages dans les deux quintiles de richesse les plus bas	Pourcentage de ménages dans le DEUXIEME quintile le plus	Pourcentage de ménages dans le quintile le PLUS PAUVRE
Commune de Port-au-Prince	35%	19%	15%
Commune de Delmas	29%	15%	14%
Commune de Carrefour	28%	19%	10%
Commune de Petionville	40%	21%	18%
Commune de Cité Soleil	74%	28%	45%
Commune de Tabarre	27%	18%	10%
TOTAL – Aire métropolitaine de Port- au-Prince	37%	20%	17%
Ville de Jacmel	26%	16%	10%
Ville de Cap-Haïtien	38%	17%	21%
Ville de Fort-Liberté	47%	22%	25%
Ville de Gonaïves	56%	25%	31%
Ville de Hinche	30%	15%	15%
Ville de Les Cayes	32%	16%	15%
Ville de Jérémie	60%	24%	36%
Ville de Miragoane	50%	24%	26%
Ville de Port-de-Paix	75%	21%	54%
TOTAL – Autres zones urbaines	48%	20%	28%
TOUTES les zones couvertes par l'enquête	40%	20%	20%

/		
5 Frac	uentation	scolaire
J. 1164	uciitatioii	Scolaile

PARMI les enfants âgés de 6- 17 ans, fréquentation scolaire au cours de l'année scolaire en cours	Fréquentati on régulière	Fréquentati on irrégulière	Non scolarisé	Total	n (non pondéré)
Commune de Port-au-Prince	91%	3%	6%	100%	558
Commune de Delmas	84%	14%	2%	100%	483
Commune de Carrefour	90%	7%	3%	100%	450
Commune de Petionville	72%	20%	8%	100%	408
Commune de Cité Soleil	91%	4%	5%	100%	437
Commune de Tabarre	92%	4%	4%	100%	387
Aire métropolitaine de Port- au-Prince	88%	7%	5%	100%	2723
Ville de Jacmel	96%	2%	1%	100%	227
Ville de Cap-Haïtien	88%	11%	1%	100%	317
Ville de Fort-Liberté	97%	2%	1%	100%	287
Ville de Gonaïves	77%	20%	3%	100%	367
Ville de Hinche	98%	1%	1%	100%	297
Ville de Les Cayes	90%	8%	2%	100%	207
Ville de Jérémie	94%	5%	1%	100%	259
Ville de Miragoane	90%	6%	4%	100%	249
Ville de Port-de-Paix	63%	31%	6%	100%	276
Autres zones urbaines	83%	15%	2%	100%	2486
Total	86%	9%	4%	100%	5209

6. Nombre de Source de revenus par l'insécurité alimentaire, faim et Richesse

Nombre de sources de revenus des ménages	Pourcentage des ménages en INSECURITE ALIMENTAIRE	Pourcentage des ménages ayant déclaré la faim modérée et sévère	Pourcentage des ménages dans les deux quintiles les plus bas (indice de richesse)
Une source de revenus	35%	58%	48%
Deux sources de revenus	28%	48%	36%
Trois sources de revenus	21%	46%	26%
Total	30%	52%	40%

7. Principale source de revenus des ménages par classification de la sécurité alimentaire							
Principale source de revenus des ménages	Pourcentage des ménages en INSECURITE ALIMENTAIRE (modérée + sévère)	Pourcentage des ménages en insécurité alimentaire MODEREE	Pourcentag e des ménages en insécurité alimentaire SEVERE	n (non pondéré)			
Total (TOUTES les zones couvertes par l'enquête)	30%	28%	2%	4490			
Production agricole, élevage, pêche, charbon de bois	51%	45%	6%	131			
Travail salarié journalier, non qualifié, service domestique	51%	46%	4%	498			
Petit commerce	36%	33%	2%	991			
Travail salarié journalier qualifié	31%	28%	3%	502			
Petite entreprise (propriétaire)	19%	18%	1%	416			
Chauffeur/ transport	23%	23%	0%	153			
Emploi salarié	15%	14%	1%	994			
Propriétaire d'une grande entreprise	15%	15%	0%	123			
Transferts de fonds/remittances	29%	27%	2%	514			
Dons, assistance humanitaire	72%	52%	20%	<i>75</i>			
Autre, aucune réponse, aucune source donnée	47%	44%	3%	93			

8. Principale source de revenus des ménages par Echelle de la faim des ménages (EF, HHS)							
Principale source de revenus des ménages	Pourcentage des ménages en INSECURITE ALIMENTAIRE (modérée +	Faim MODÉRÉ	Faim SEVERE	n (non pondéré)			
Total (TOUTES les zones couvertes par l'enquête)	52%	40%	12%	4490			
Production agricole, élevage, pêche, charbon de bois	77%	55%	22%	131			
Travail salarié journalier, non qualifié, service	68%	45%	23%	498			
Petit commerce	55%	42%	13%	991			
Travail salarié journalier qualifié	57%	47%	11%	502			
Petite entreprise (propriétaire)	45%	40%	5%	416			
Chauffeur/ transport	53%	49%	4%	153			
Emploi salarié	36%	33%	3%	994			
Propriétaire d'une grande entreprise	32%	30%	1%	123			
Transferts de fonds/remittances	53%	39%	14%	514			
Dons, assistance humanitaire	82%	29%	53%	<i>75</i>			
Autre, aucune réponse, aucune source donnée	70%	38%	32%	93			

9. Principale source de revenus	du ménage par indice	de richesse	e (WI - Qui	ntiles)
Principale source de revenus des mé- nages	Pourcentage des ménages dans les deux quintiles les plus bas de l'indice de richesse	Pourcen- tage dans le DEU- XIEME quintile le plus	Pourcen- tage dans le quintile le PLUS PAUVRE	n (non pon- déré)
Total (TOUTES les zones couvertes	40%	20%	20%	4490
Production agricole, élevage, pêche,	63%	16%	47%	131
Travail salarié journalier, non qualifié, service domestique	61%	22%	39%	498
Petit commerce	52%	25%	27%	991
Travail salarié journalier qualifié	41%	22%	19%	502
Petite entreprise (propriétaire)	31%	19%	12%	416
Chauffeur/ transport	34%	20%	14%	153
Emploi salarié	21%	14%	7%	994
Propriétaire d'une grande entreprise	10%	7%	3%	123
Transferts de fonds/Remittances	32%	18%	13%	514
Dons, assistance humanitaire	72%	26%	46%	75
Autre, aucune réponse, aucune source donnée	48%	19%	29%	93

10. Défis urbains clés déclarés par commune (pourcentage des répondants)

	Commune							
Défis Urbains	Carrefour	Cité Soleil	Croix-Des- Bouquets	Delmas	Kenscoff	Petion- Ville	PaP	Tabarre
Électricité	32%	10%	34%	32%	20%	23%	30%	30%
Inondation	4%	21%	8%	2%	25%	6%	5%	10%
Prix alimen- taires	23%	21%	15%	17%	20%	24%	19%	28%
Santé	16%	26%	11%	12%	10%	17%	17%	14%
Logement	10%	10%	7%	14%	10%	13%	14%	12%
Insécurité	16%	31%	18%	20%	25%	18%	15%	12%
École	13%	10%	14%	11%	15%	11%	13%	10%
Transport	17%	0%	17%	12%	5%	11%	9%	12%
Chômage	37%	47%	41%	34%	35%	34%	33%	33%
Eau	11%	15%	13%	13%	5%	11%	21%	12%

Zones	11. Part des dépenses alimentaires (par rapport aux dépenses totales du ménage					
	< 49%	50- 64.9%	65- 74.9%	75% and more	Total	
Commune de Port-au-Prince	63%	26%	8%	3%	100%	
Commune de Delmas	75%	22%	3%	0%	100%	
Commune de Carrefour	39%	35%	16%	10%	100%	
Commune de Petionville	50%	27%	13%	10%	100%	
Commune de Cité Soleil	36%	39%	16%	9%	100%	
Commune de Tabarre	56%	33%	9%	2%	100%	
Aire métropolitaine de Port-au- Prince	55%	29%	10%	5%	100%	
Ville de Jacmel	52%	37%	7%	3%	100%	
Ville de Cap-Haïtien	36%	34%	22%	8%	100%	
Ville de Fort-Liberté	62%	25%	9%	4%	100%	
Ville de Gonaïves	22%	31%	28%	19%	100%	
Ville de Hinche	43%	40%	13%	4%	100%	
Ville de Les Cayes	57%	26%	11%	6%	100%	
Ville de Jérémie	68%	25%	6%	2%	100%	
Ville de Miragoane	48%	33%	14%	5%	100%	
Ville de Port-de-Paix	29%	30%	26%	15%	100%	
Toutes les autres villes	36%	32%	21%	11%	100%	
TOUTES les zones couvertes par l'enquête	50%	30%	13%	7%	100%	

12. Indice des stratégies de survie par zone

Zones	(rCSI)	Groupes de CSI (0, 1-9, 10-21, 22-56)						
	Moyenne	Aucune stratégie CSI = 0	CSI faible (1-9)	CSI modéré (10-21)	CSI élevé (22-56)	Total		
Commune de PaP	10.9	30%	32%	22%	17%	100%		
Commune de Delmas	14.8	12%	32%	37%	18%	100%		
Commune de Carrefour	6	35%	42%	18%	6%	100%		
Commune de Pétion- ville	13	13%	32%	35%	20%	100%		
Commune de Cité Soleil	11.4	27%	31%	27%	15%	100%		
Commune de Tabarre	7.1	32%	42%	15%	10%	100%		
Aire Métropolitaine de PaP	10.7	26%	34%	25%	15%	100%		
Ville de Jacmel	10.9	20%	27%	40%	13%	100%		
Ville de Cap-Haïtien	10.4	29%	22%	37%	12%	100%		
Ville de Fort-Liberté	14	6%	32%	45%	16%	100%		
Ville de Gonaïves	12.4	19%	33%	27%	20%	100%		
Ville de Hinche	11.6	13%	44%	30%	12%	100%		
Ville des Cayes	9.5	23%	35%	29%	12%	100%		
Ville de Jérémie	15.1	7%	32%	38%	23%	100%		
Ville de Miragoane	11.1	21%	32%	36%	11%	100%		
Ville de Port-de-Paix	6.8	31%	41%	21%	7%	100%		
Autres zones urbaines	10.8	23%	32%	31%	14%	100%		
Total	10.7	25%	33%	27%	15%	100%		

13. Perception de la sécurité par zone

		Commune							
Perception de la sécurité	Carrefour	Cité Soleil	Croix-Des- Bouquets	Delmas	Kenscoff	Petion- Ville	PaP	Tabarre	
S'est détériorée	36	40	37	39	30	30	35	39	
S'est améliorée	19	10	13	19	38	22	20	28	
Pas de changement	44	50	49	41	30	46	44	32	



Dans quelle COMMUNE habitez-vous?

Commune de Croix des
Bouquets

Commune de Pétionville

Commune de Cité Soleil

Commune de Port-au-Prince

Commune de Gonaïves

Commune de Delmas

Commune de Carrefour

Commune de Kenskoff

Komin Site Solèy Komin Pôtoprens Komin Kafou Komin Gonayiv Komin Kenskòf Komin Petyonvil Komin Taba Komin Kwadèboukè Komin Delma Löt Komin

Nan ki komin ou rete?

Dans votre voisinage, quelles sont les difficultés les **plus importantes**pour les pauvres ?
(Cochez les 2 difficultés les plus importantes)

Santé Electricité

Santé	Electricité			
Transport	Inondation			
Eau et assainissement	Chômage			
Insécurité	Ecole			
Logement	Prix de la nourriture			
Autre difficulté				

Nan vwazinaj kote ou rete a, ki pi gwo difikilte moun ki pòv yo ? (Tcheke 2 pi gwo difikilte yo)

Lekòl	Pri manje			
Ensekirite	Kay pou rete			
Lasante	Dlo ak asenisman			
Elektrisite	Chomaj			
Transpò	Inondasyon			
Lôt difikilte				

Dans votre voisinage, comment ont évolué les prix de la nourriture au cours des trois derniers mois ?

Nan vwazinaj kote ou rete a, kòman pri manje yo evolye nan twa dènyè mwa sa yo ?

Bagay yo pa bon I pri yo pi wo (pi chè) konnya

Pa genyen chanjman

Mwen pa konnen

Dans votre voisinage, comment a évolué la situation sécuritaire au cours des trois derniers mois ?

Ça va mal I Plus d'insécurité
maintenant

Pas de changement

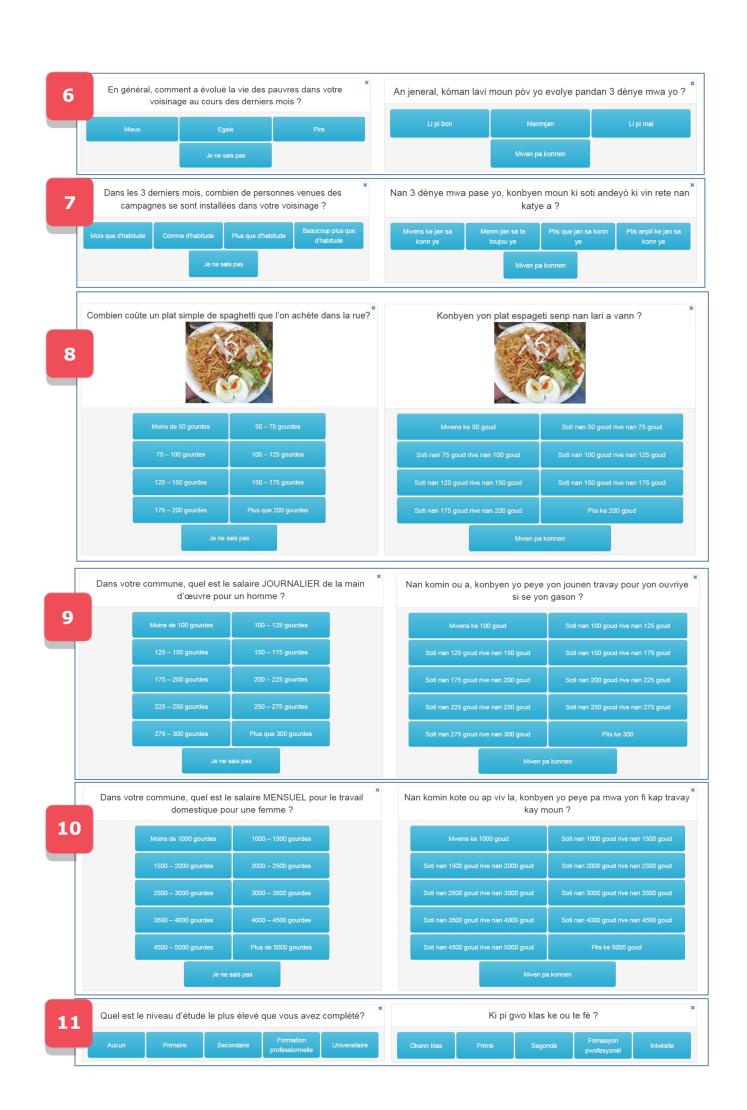
Je ne sais pas

Nan vwazinaj kote ou rete a, kòman sitiyasyon sekirite a evolye nan twa dènye mwa sa yo ?

Bagay yo pa bon ! plis ensekirite konnya

Pa genyen chanjman

Bagay yo pi bon ! genyen plis sekirite konnya









ANNEX III:

Questionnaire pour les évaluation de la sécurité alimentaire

SECTION A: FICHE D'IDENTIFICATION							
A1. Département :	A2. Commune	:	A3. Quartier :				
A4. Niveau de richesse du quartier : 1 = Très pauvre / 2 = Pauvre / 3 = Moyen / mieux loti							
A5. # Séquentiel du site (SDE-Cl	luster)						
A6. # Du questionnaire		A7 . Date	/	ois)			
A8. Nom du superviseur :		A9. Nom de l'ei	nquêteur :				
Consentement (à lire aux ménages¹ avant de commencer l'entretien): Nous évaluons la situation des familles dans certaines zones urbaines. Les données recueillies dans cette enquête seront utilisées pour déterminer la situation des populations ainsi que pour prendre des décisions sur l'assistance humanitaire. Comme il n'est pas possible de visiter toutes les familles dans le pays, nous avons sélectionné aléatoirement des quartiers et des ménages pour avoir une meilleure idée de la situation générale. La participation dans cette enquête ne privilégie pas les quartiers ni les ménages participants pour une assistance particulière. De plus, cette enquête n'enregistre pas des ménages pour une assistance quelconque. L'enquête est rapide et ne devrait pas prendre plus d'une heure de votre temps. L'information que vous nous donnerez restera strictement confidentielle et ne sera pas communiquée à d'autres personnes. Vous pouvez refuser de participer ou de répondre à certaines questions. Mais nous espérons que vous voudrez bien participer car vos réponses sont très importantes pour permettre de prendre les meilleures décisions possibles. Avez-vous des questions de votre côté à nous poser ? Acceptez-vous à participer dans cette enquête ? Pouvons-nous commencer ?							
SECTION B : INFORMATION	ONS GENERAL	ES					
B1. Nom de la personne interroge	ée (Prénom et Nom)	1 = Chef de ménag	statut du répondant ? ne (CM) / 2 = Epoux/se du CM ne / 4 = Autre membre				
B3. Quel est le sexe du chef du m 1 = Homme / 2 = Femme	nénage ?	B4. Actuelleme personnes au tot le ménage ?	nt, combien de al vivent dans Personne.] s			
B5. Quel est le plus haut niveau d'étude terminé par le chef du mén (voir modalité ci-dessous)	nage ?	B6. Le chef du document d'iden $1 = Oui / 2 = Non$	ménage a-t-il un tification ?				
B7. Le chef du ménage a un comp	ote bancaire ou sim	ilaire ? 1 = <i>Oui / 2</i>	? = Non				
B8. Est-ce que vous avez un num	éro de téléphone ?	1 = Oui / 2 = Non					
B9. Si OUI, quel est le numéro de téléphone ?							
B10. Dans le futur, acceptez-vous d'être contacté par téléphone ? 1 = Oui / 2 = Non							
B11 . Est-ce qu'un autre membre	du ménage possèd	e un téléphone ?	1 = Oui / 2 = Non				
B12 . Si OUI, quel est le numéro d	de téléphone ?						
B13. Dans le futur, acceptez-vous d'être contacté par téléphone ? 1 = Oui / 2 = Non							

¹ Définition du ménage : un ménage se définit comme un groupe de personnes qui vivent ensemble dans le même logement depuis au moins six (6) mois et qui partagent la nourriture et reconnaissent l'autorité du même chef de ménage (homme ou femme). On considère que les personnes qui résident dans le logement depuis moins de 6 mois mais comptent y rester sont aussi des membres du ménage. Les visiteurs sont à exclure.

B1 .	B15. Est-ce qu'un autre membre du ménage possède un téléphone ?								
B14	4. Si OUI	, quel est	le numé	ro de téléph	one ?				
B1	B16. Dans le futur, acceptez-vous d'être contacté par téléphone ? 1 = Oui / 2 = Non								
Niveaux d'étude : 1. Aucun 5. 3e année (elem. 1) 9. 7e année (6e) 13. 2nde 2. Préscolaire 6. 4e année F (elem. 2) 10. 8e année (5e) 14. Rheto 3. 1e année F (prep 1) 7. 5e année F (moy. 1) 11. 9e année (4e / brevet) 15. Philo 4. 2e année F (prep 2) 8. 6e année (moy. 2) 12. 10 année (3e) 16. Etudes supérieures									
C1		C : COI	POSI C1.a	C1 +	C2.	СЗ,	C4.	C5.	C6.
Inscr toute prése qui h et pr	ire Prénom es les perso entes ou at abituellem ennent leu le ménage	onnes osentes ent vivent r repas	Chef du	Personne interviewée ?	Sexe	Age en ans	Type d'emplois? (Uniquem ent pour les 12 ans et +) 0 = Ne travaille pas 1 = Journalier/	Uniqueme nt pour les enfants 6-17 ans Pendant cette année scolaire, va-t-il/elle à l'école ?	(si C5 est 2 ou 3) Pourquoi il/elle ne va pas à l'école régulièrement/pas de tout ? (raison principale) 1 = Frais scolaire trop chers 2 = Uniformes, matériels trop
Code	Prénom	Nom			1 = Homme 2 = Femme	Ecrire l'âge en ans. Estimer s'ils ne sont pas sûrs. 95 = 95 ans ou plus 99 = Ne sait pas	travailleur occasionnel 2 = Salarié (travailleur régulier) 3 = A compte propre 99 = Ne sais pas	1 = Régulièrem ent 2 = Pas régulièreme nt 3 = Pas du tout	chers 3 = Les enfants doivent travailler 4 = Préfère avoir les enfants à la maison 5 = Les enfants ne veulent pas y aller 6 = Maladie chronique, handicap, problème de santé 7 = Grossesse/Mariage 8 = Absence de professeurs 9 = Exclu ou renvoyé 10 = Pas de sponsor 99 = Autre
1									
2									
3									
4									
5								\sqsubseteq	
6									
7									
8									

SEC	TION D:	BIE	NS DU MENA	GE					
	Est-ce que,	1	Chaudière			8	Réfrigérateurs/ congélate	eurs	
vous p	e ménage, oossédez	2	Panneau solaire	2		9	Ordinateurs		
un (ou des bi	ens	3	Brouette			10	Voiture		
suivan	uivants ? 4 Groupe électrogène 11 Téléviseur							[
		5	Machine à coud	re		12	Véhicules particulières	[
$ \begin{array}{c} 1 = Ou \\ 0 = No \end{array} $		6	Moto/mobylette	2		13	Téléphone portable	[
		7	Radio			14	Fer à repasser	[
SEC	TION D2	: CA	RACTERISTI	QUES DU LO	GEM	ENT	DU MENAGE		
D2.0	Combien	de m	aisons posséde	z-vous ?					
D2.1	Quelle est la caractéristique des murs extérieurs (Observation): 1. Briques adobes en ciment 4. Tôle / tôle et bois 5. Pierre 6. Briques cuites 7. Argile / Terre / Brique non cuite 10. Blocs 11. Autre								
D2.2	Caractéristique de la toiture (observation) 1. Tôle 2. Béton 3. Tuiles 4. Matériel de Récupération 5. Autre								
D2.3	Caractér 1. Ciment 4. Carrelag		e du parquet / 2. Bois 5. Autre_	plancher (obse			3. Terre		
D2.4	Combien de pièces sont occupées par votre ménage ? Ne comptez pas couloirs, cuisines séparées, salles de bains								
D2.5	Quel est votre statut vis-à-vis de l'habitation 1. Propriétaire avec titre foncier/certificat foncier 3. Locataire 5. Campement temporaire 2. Propriétaire sans statut formel 4. Logement gratuit 6. Autre								
D2.6	Quel est le principal combustible que vous utilisez pour la cuisine ? 1. Kérosène (gaz blanc) 2. Bois de chauffage 3. Charbon de bois 4. Gaz Butane/Propane 5. Electricité 6. Autre								
D2.7	Quelle es 1. Electricite 4. Bougie	_	-				e que vous utilisez ? aire (Panneau, etc.)		
D2.8	Quel gent 1. WC avec 4. Latrine co	chasse		2. Latrine p	rivée		tilisent-ils ? 3. Latrine collective 6. Autre		
D2.9	Comment fait votre ménage pour l'approvisionnement en eau ?								
D2.10	Combien de temps faut-il pour aller prendre de l'eau ? (aller-retour simple à pied) En minute (90 si plus de 1h 30mn) (00 si < 1 mn)								

SECTION E1: CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Au cours des 7 derniers jours, combien de jours les membres (ou la plupart des membres) de votre ménage ont-ils consommé les groupes d'aliments suivants ? (écrire 0 pour les produits non consommés les 7 derniers jours).

- Considérer les aliments pris par tous les membres du ménage ou la majorité des membres (au domicile ou dans la rue)
- Citer tous les aliments
- Ne pas compter les petites quantités (environ ou moins d'une cuillerée à café)

	Produits Alimentaires	F1.a Nombre de jours où l'aliment a été consommé pendant les 7 derniers jours (Si 0 jours, ne pas mentionner la source principale)	Comment cet aliment a-t-il été acquis ? Donner la principale source de l'aliment au cours des 7 derniers jours (Liste à la fin du tableau)	E1.c Dans les dernières 24 heures il a consommé l'un des aliments suivants ? 1 = Oui 2 = Non
1	CEREALES, RACINES ET TUBERCULES: sorgho, pe mil, maïs, blé riz, spaghettis et pain, pomme de terre igname, cassave, véritable, banane plantain autres tubercules	etit e,		
2	LEGUMINEUSE/NOIX: pois, pistache, lentilles, noi etc.	ix,		
3	LAIT ET AUTRES PRODUITS LAITIERS : Lait, yaourt, fromage, autre produits laitiers SAUF dans petites quantités			
	VIANDE, POISSON, ŒUFS, FRUITS DE MER	$ \begin{array}{c} \text{Si } 0 \longrightarrow \text{Aller} \\ \text{à la question} \\ 5 \end{array} $		
4	4.1. VIANDE (MUSCLE) : cabri, bœuf, poulets, etc.			
7	4.2. ABATS - Foie, rognon, cœur et/ou autres abats rou	uges 🗌		
	4.3. POISSON ET FRUITS DE MER.			
	4.4. ŒUFS (un œuf par personne dans le ménage par j		<u> </u>	<u> </u>
	LÉGUMES : tous	Si 0 → Aller à la question 6		
5	5.1 LEGUMES DE COULEURS ORANGE : carotte, poivron rouge, patate douce orange, giraumont, etc.			
	5.2 LEGUMES -FEUILLES VERT FONCE : brocoli, cresson lalau, épinard, etc.			
6	FRUITS: banane, citron, mandarine, mangue, papa etc.	ye Si 0 → Aller à la question 7		
	6.1 FRUITS A CHAIR JAUNE : Mangue, papaye, abricot, pêche, melon france	,		
7	HUILE/GRAS/BEURRE : huile de cuisson, beurre, margarine, autres gras/huile			
8	SUCRE OU PRODUITS SUCRE : miel, confiture beignets, bonbons, biscuits, pâtisseries, gâteaux, boissons sucrées et autre produits sucrés	ē, 🔲		
9	EPICES/CONDIMENTS : thé, café, sel, ail, épice tomate/sauce piquante, autres condiments y compris petite quantité de lait pour le thé/café			
1 = Pro pêche/e 2 = Ach 3 = Ach	les sources : 5 = Achat à crédit (marché) pre production/jardins, chasse, collecte/cueillette nat comptant (magasin) nat comptant (marché) nat à crédit (magasin) 5 = Achat à crédit (marché) 7 = Dons d'amis/de voisins/ 8 = Aide alimentaire (transferts monétaires ou bo	invitation 10 = Tra 11 = Mei 98 = Aut	<i>nsfe manje</i> ndicité :re (à préciser) :	

S	ECTI	ON E2 : AL	IMENTA	TION H	IORS DE L	A MAISC	ON			
E2	. o joi	ans les 7 derniers j urs quelqu'un de v angé un repas ou e la maison ? (si 0	votre ménage a un goûter en-	a dehors	☐ Jours					
E2.	· 1 de	ans les 7 derniers ; e votre ménage on e la maison ?			Enfants mo Enfants 5-: Adultes hor Adultes fen	mmes	;		1 = Oui 2 = Non	
E2.	Pourquoi les membres de votre ménage ont mangé en-dehors de la maison ? (sélectionnez tous les réponses qui sont applicables)			n ?	 □ Préférence des aliments préparés à l'extérieur (1) □ C'est moins cher de manger en-dehors de la maison (2) □ Pas de charbon à la maison (3) □ Pas suffisamment de temps pour cuisiner à la maison (4) □ Les membres de la maison travaillent en-dehors de la maison (5) □ Les enfants sont à l'école pendant la journée (6) □ Autre (7) 					
E2.	. 3 lad	armi les raisons sél quelle est la plus i énage ?			☐ (Réponses	1-6, ci-dess	us)			
S	ECTI	ON F : DEF	PENSES	& DETTI	E					
			F1. Votre ménage a-t-il acheté COMPTANT du () pendant les 7 derniers jours pour la consommati on domestique ? 0 = Non 1 = Oui		consommation domestique? 0 = Non 1 = Oui	F2.a Si oui, combien est-ce que vous avez dépensé A CREDIT sur le () pendant les 7 jours ? (A crédit, en Gourde)	ménage a-t-il mangé du () que vous n'avez pas acheté pendant les 7 derniers jours ? par exemple, de votre propre production, un cadeau, un transfert, etc.(A crédit, Gourde) 0 = Non	F3.a Valeur estimée des aliments non achetés consommés pendant les 7 derniers jours (Valeur estimée en Gourde)	1 = Production propre 2 = Cueillette/- chasse 3 = Donation/aide alimentaire/- cadeau 4 = Reçu en échange de travail ou d'articles 5 = Transfè manje	
1	Riz	-///								
2	mais, p	Céréales (Blé, petit mil, etc.)								
3	de terre	, igname, pomme e, patate, arbre à rbre véritable,								
4	Spaghe	etti/macaroni/pain								
5	autres noix, m	aricot, lentilles, légumineuses), namba, pistaches								
6	Lait et a	autres s laitiers								
7		, poulet, n, fruits de uf								
8	<u> </u>	es ou feuilles								
9	Fruits	natières								
10	grasses	s/beurre								
		sel, café, jus nents/épices								
12	/cubes									
13		ts préparés à eur de la								

	. – Avez-vous acheté les articles suivants pendant <u>les 30 jou</u> nestique ? <i>Si non, indiquer 0 et aller à l'article suivant</i>	urs pou	ır votre consommation	F5.a – Estimation des dépenses pendant <u>les 30 derniers jours</u>		
		0 =	: Non; 1 = Oui	(Gourdes)		
1	Alcool, tabac, stimulants]			
2	Savon et produits d'hygiène]			
3	Transport]			
4	Combustible]			
5	Eau]			
6	Eclairage]			
7	Communication (téléphone)]			
8	Depensez lajan pou timoun nan lot kay					
	- Au cours des <u>6 derniers mois</u> combien avez-vous dépens cle/activité/service suivant ? Si non, indiquer 0 et aller à l'ar			F6.a – Estimation des dépenses pendant les six derniers mois		
ar cr	and activities of the control of the	1	= Non; 1 = Oui	(Gourdes)		
1	Loyer effectif (payé effectivement ou à crédit)	T	1			
2	Dépenses médicales, soins de santé					
3	Vêtements, chaussures	厅	1			
4	Education, frais d'inscription, uniforme, etc.					
5	Remboursement des dettes					
6	Intrants agricoles					
7	Epargne]			
8	Construction / réparation]			
9	Célébrations / évènements sociaux					
S	ECTION F7: CREDIT, EPARGNES					
	7.1 Quelles sont les principales sources de crédit ponibles pour votre ménage ?	2 = 3 = 4 =	= Amis, famille = Commerçant local = Usurier (ponya) = Bric-à-brac = Vente production sur pied	6 = Coopératives 7 = Caisses populaires 8 = Banque 9 = Tontine 10 = Autre		
	• 2 Votre ménage a-t-il sollicité un crédit au cours des 12 niers mois ? <i>(si NON, allez à F7.6)</i>		0 = Non; 1 = Oui			
	3 Votre ménage a-t-il reçu le crédit au cours des 12 derniers s ? (si NON, allez à F7.5)		0 = Non; 1 = Oui			
F7.	4 Si oui, quel type de crédit votre ménage a-t-il reçu ?		= Amis, famille = Commerçant local	6 = Coopératives 7 = Caisses populaires		
(coc créa	hez toutes les sources mentionnées, rappelez les formes de it)	4 :	= Usurier (ponya) = Bric-à-brac = Vente production sur pied	8 = Banque 9 = Tontine 10 = Autre		
	.5 Quel est le montant de tous les types de dettes umulées en Gourdes pour les 12 derniers mois ?		Gourdes			
F7.	6 Votre ménage a-t-il une épargne ?		0 = Non; 1 = Oui			
	.7 Est-ce votre ménage a pu épargner au cours des 12 niers mois ? <i>(si NON, allez à la prochaine section)</i>	2 = cou	= Oui = Non, les revenus Ivrent exactement les penses	3 = Non, obligé de prélever sur l'épargne antérieure 4 = Non, obligé de s'endetter		
<i>F7</i>	. 8 – Si oui, sous quelle forme votre ménage a-t-il épargné ?	2 = 3 = 4 =	= Tontine (sol, sangl, sabota = Coopérative = Caisse populaire = Banque = Cash	7) 6 = Achat de cheptel/bétail 7 = En espèces gardé à la maison 8 = Autres formes		

SECTION G : ACCES A LA NOUR	RITUR	E			
G1. Où achetez-vous généralement la nourriture ? (Sélectionner l'endroit le plus important de la liste suiva	nte)		1 = Marché dans le quartier 2 = Magasin dans le quartier 3 = Marché en-dehors du quartier 4 = Magasin en-dehors du quartier 5 = Autre : 99 = Pas de réponse		
G2. Pourquoi est-ce que vous utilisez ce marché/mari principale)	ket/magasir	n ? (raison	1 = Proximité 2 = Qualité 3 = Pas de choix 4 = Prix 5 = Disponibilité 6 = Autre :		
G3. Comment vous déplacez-vous habituellement au nourriture ?	lieu où vou:	s achetez votre	1 = Transport public (tap tap, taxi, etc) 2 = Propre véhicule (voiture ou moto) 4 = A pied 5 = A pied et transport public (tap tap, taxi, etc) 6 = Autre :		
G4. Si vous utilisez le transport public, combien déper visitez votre marché/market/magasin ? (coût du voyage			(En Gourde)		
G5. Combien de temps prenez-vous pour arriver au r	narché ? (a	ller seulement)	Heures et Minutes : Hrs / Min		
SECTION H : LES MOYENS DE S	UBSIS	TANCE			
H1. Actuellement, quelle est la source principale de revenus (activités) du ménage ?		H1.a Actuellement, quelle part de votre revenu total cette source représente-elle ?			
H2. Actuellement, quelle est la 2eme source de revenus (activités) du ménage ?		H2.a Actuellement, quelle part de votre revenu total cette source représente-elle ?			
H3. Actuellement, quelle est la 3eme source de revenus (activités) du ménage ?		H3.a Actuellement, quelle part de votre revenu total cette source représente-elle ?			
H4. En juin 2015, quelle était la source principale de revenus (activités) du ménage ?		H4.a En juin 2015, quelle part de votre revenu total cette source représentait-elle ?			
H5. En juin 2015, quelle était la 2eme source de revenus (activités) du ménage ?		H5.a En juin 2015, quelle part de votre revenu total cette source représentait-elle ?			
H6. En juin 2015, quelle était la 3eme source de revenus (activités) du ménage ?		H6.a En juin 2015, En juin 2015, quelle part de votre revenu total cette source représentait-elle			
1 = Propre production agricole 2 = Elevage 3 = Pêche 4 = Production du charbon 5 = Travail occasionnel non-qualifié (salaire journalier, pas stable) 6 = Petit commerce (achat et vente des biens, pauritium préparée etc., ambulante (dans la	onstruction, .) : Propriétair reprise (pet ble localité) : Chauffeur, = Services (asionnel qualifie maçon, charpentier, re d'une petite cite boutique, kiosque, service de transport domestiques on/vente d'artisanat	12 = Travail salarié (revenu stable, mensuel) 13 = Propriétaire d'une grande entreprise (grossiste, grande boutique, business) 14 = Transfert/envoi d'argent (des parents, familles) 15 = Dons, assistance humanitaire 16 = Autre source 1 (spécifiez) 99 = Plus d'autre source		
H7. Votre ménage contient-il des membres qui ne tr Combien ? (si non, écrire `0')	availlent pa	as mais qui sont actue	llement à la recherche d'un emploi ? 🔲 🔲		
H8. Au cours des six derniers mois, combien de fois ménage a-t-il reçu un transfert d'argent des membres of familles ou des amis (de l'étranger ou local) ?		 Pas reçu Reçu une ou det Reçu trois à cinc Reçu une fois pa Reçu plus qu'un 	q fois ar mois (6 fois)		
H9. Si oui, quelle est la principale utilisation de ces transferts ?		1 = Education 2 = Alimentation 3 = Santé 4 = Investissemen 5 = Loyer 6 = Evènements so 7 = Autre 99 = Ne sait pas/ I	ociaux 		

SECTION J : STRATEGIES DE SURVIE	
J1. Durant les 7 derniers jours, combien de jours votre ménage a dû faire l'une des choses suivantes pour faire face à un quelconque problème ? LIRE LES MODALITÉS CI-DESSOUS	(écrire combien de jours dans les 7 derniers jours de 0 à 7)
1. Acheter les aliments les moins préférés et les moins chers	
2. Emprunter de la nourriture ou compter sur l'aide des amis/ de la famille	
3. Limiter la portion mangée à chaque repas	
4. Diminuer la consommation des adultes pour permettre aux jeunes enfants de manger	
5. Réduire le nombre de repas mangé dans 1 journée	
J2. Pendant les 30 derniers jours, est-ce que quelqu'un dans votre ménage a du faire l'une des choses suivantes parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	0 = Non, je n'en ai pas eu besoin 1 = Non, parce que j'ai déjà utilisé durant les 12 derniers mois et je ne peux plus le faire 2 = Oui 3 = Non concerné
1. Vendre des biens du ménage (radio, meubles, réfrigérateur, télévision, bijoux etc.) parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
2. Acheter de la nourriture à crédit ou emprunté de la nourriture parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
3. Emprunter de l'argent parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
4. Envoyer les membres du ménage manger ailleurs parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
5. Vendre des biens productifs ou de moyens de transport (<i>machine à coudre, vélo, voiture, etc.</i>) parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
6. Réduire les dépenses de santé (dont les médicaments) et d'éducation parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
7. Retirer les enfants de l'école parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
8. Vendre la maison ou des terres parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
9. Mendicité parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
10. Acheter plus de nourriture déjà préparée (dans la rue) au lieu de cuisiner à la maison parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
11. Mettre en gage (plàn) les biens du ménage parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
12. Placer les enfants en domesticité (<i>restavek</i>) parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
13. Dépenser l'épargne parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ou d'argent pour l'acheter ?	
J3. Pendant les 30 derniers jours, est-ce que quelqu'un dans votre ménage a du faire l'une des choses suivantes à cause de l'insécurité ?	 0 = Non, je n'en ai pas eu besoin 1 = Non, parce que j'ai déjà utilisé durant les 12 derniers mois et je ne peux plus le faire 2 = Oui 3 = Non concerné
1. Arrêter ou changer les activités économiques à cause de l'insécurité ? (location, horaire, type d'activité)	
2. Déplacer la famille entière du quartier à cause de l'insécurité ?	
3. Envoyer les enfants chez un proche parent à cause de l'insécurité ?	
J4. Au cours des 30 derniers jours , combien de fois vous avez eu peur de marcher de le harcèlement, la violence, les attaques)	lans votre quartier ? (l'insécurité,
J5. Au cours des 30 dernier jours, combien de fois vous avez eu peur dans votre mé	
Codes J4 & J5: 0 = jamais; 1 = rarement (1-2 fois dans le mois); 2 = de temp 3 = souvent (plus qu'une fois par semaine)	os en temps (1 fois par semaine) ;

	ernières semaines, est-il arrivé que le ménage soit sans varce qu'il n'y avait pas de ressources pour en acheter ?	0 = Non (passer à J6.c) 1 = Oui
J6. b Avec quelle fréquence cette situation est-elle survenue ?		Voyez les codes dessous
J6. c Ces quatre dernières semaines, est-ce que vous-même ou un membre de votre ménage est allé au lit en ayant faim parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ?		0 = Non (passer à J6.e) 1 = Oui
J6. d Avec quelle fréquence cette situation est-elle survenue ?		Voyez les codes dessous
J6.e Ces quatre dernières semaines, est-ce que vous-même ou un membre de votre ménage a passé toute une journée sans manger parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ?		e 0 = Non (questionnaire terminé) 1 = Oui
J6. Avec quelle fréquence cette situation est-elle survenue ?		Voyez les codes dessous
2 = Parfois (trois à	ou deux fois ces quatre dernières semaines) 10 fois ces quatre dernières semaines) e 10 fois ces quatre dernières semaines)	
SECTION K	: MIGRATION	
K1 Dans les 12 der émigré d'un autre end	rniers mois, votre ménage a-t-il accueilli des membres qui ont droit ?	1 = Oui 2 = Non
K2 D'où sont-ils ver	nus ?	1 = Autre commune dans le même département 2 = Autre département en Haïti 3 = République Dominicaine 4 = Amérique du Sud 5 = Les États Unis 6 = Autre 99 = Ne sait pas / Ne répond pas
K3 Combien sont-ils	s ?	Homme Femme Enfants (0-17 ans)
K4 Pourquoi sont-il	s venus ?	1 = Travail 2 = Etude 3 = Insécurité 4 = Santé 5 = Autre 99 = Ne sait pas/NR
K5 Est-ce que cette immigration est différente de d'habitude ?		1 = moins que d'habitude 2 = autant que d'habitude 3 = plus que d'habitude
K6 Certains des immigrants envoient-ils de l'argent (vers leur lieu d'origine) ?		1 = Oui, régulièrement 2 = Oui, occasionnellement 3 = Non 99 = Ne sait pas/NR
K7 Quels sont les principaux motifs pour le transfert ?		$1 = Education$ $5 = Loyer$ $2 = Alimentation$ $6 = Ev\`{e}nements$ $3 = Sant\'{e}$ $sociaux$ $4 = Investissement$ $99 = Ne \ sait \ pas/NR$
SECTION L	PERSPECTIVES POUR LES PROCHA	INS MOIS
L1 Dans les 6 derniers mois, votre ménage a-t-il été affecté par un évènement négatif ? (nommer le principal évènement qui vous a affecté)	1 = Sécheresse/manque de pluie 2 = Pluies irrégulières 3 = Inondation 4 = Cyclone/tempêtes/orages 5 = Augmentation de prix d'intrants agricole 6 = Maladies agricoles 7 = Maladies animales 8 = Maladies/accident grave d'un membre du ménage 9 = Décès d'un membre du ménage 10 = Prise en charge de nouveaux membres du ménage 11 = Epidémie (ex. choléra) 12 = Hausse de prix (nourriture, carburant, loyer) 13 = Dévaluation de la Gourde 14 = Rareté aliments de base sur le marché	15 = Baisse des ventes (réduction de la demande) 16 = Perte revenu/diminution de salaire 17 = Perte d'emploi/source de revenu, faillite entreprise 18 = Inactivité (« chita ») de longue durée 19 = Equipements, outils en panne 20 = Arrêt de l'aide (transferts) des parents/amis 21 = Déguerpissement 22 = Harcèlement/intimidation 23 = Attaque armée/vol/braquage 24 = Kidnapping 25 = Destruction de propriété 26 = Autre : 99 = Pas affecté / pas d'évènement

L1. Le Choc a-t-il diminué vos revenus ou provoqué une perte de biens ?	1 = Oui 2 = Non	
L1. Le Choc a-t-il diminué votre CAPACITE à avoir assez de nourriture pour manger ?	1 = Oui 2 = Non	
L2. Est-ce que votre ménage s'est endetté pour faire face à l'évènement ?	1 = Oui 2 = Non	
L3. Quelle sera la situation de votre ménage dans les 6 prochains mois ?	1 = Va s'empirer 2 = Va rester la même 3 = Va s'améliorer 99 = Ne sait pas / NR	
L4. Quels seront les besoins prioritaires de votre ménage dans les 6 prochains mois ?	1 = Nourriture 2 = Intrants/Matériels agricoles 3 = Travail 4 = Argent 5 = Services de santé 6 = Education 7 = Assainissement (eau, toilette) 8 = Abris 9 = Autre à préciser	
L5. Si votre ménage devait recevoir une aide alimentaire, quelle serait ta préférence ?	1 = Distribution nourriture 2 = Distribution d'argent (cash) 3 = Distribution de bon d'achat	

Liste des abréviations et sigles

BRH Banque de la République d'Haïti

CARI Approche consolidée pour les indicateurs de la sécurité alimentaire

CNSA Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire

CSI Indice des stratégies d'adaptation

DOP Peso Dominicain

DTM Déplacement Matrice de Suivi

ECVMAS Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Après Séisme

E.F Echelle de la faim des ménages

EFSA d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence

EMMUS Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services

ESASU Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence Enquête de Suivi de la

Sécurité Alimentaire

ESSAN Enquête de Suivi de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

FAO Food and Agriculture Organisation
FCS Scores de Consommation Alimentaire

FCS-N Scores de Consommation Alimentaire - Analyse de la qualité nutritionnelle

FMI Fonds monétaire international

GIEWS Global Information and Early Warning System

GTSAN Groupe Technique sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

HTG Haïti Gourde

IHE Institut Haïtien de l'Enfance

IHSI Institut Haïtien de Statistique et de l'Informatique

IICA Institut Interaméricain de Coopération

IMC Indice de masse corporelle
IMF Institutions de microfinance

IOM International Organization for Migration

IPC L'indice des prix à la consommation

IR Indice de richesse

ISA Indice de sécurité alimentaire

MARNDR Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural

MEF Ministère de l'économie et des finances

MFI Institution de microfinance

Minutah Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti

MSPP Ministère de la santé publique

PAM Programme Alimentaire Mondial



mVAM Mobile Vulnerability Analysis and Mapping

NGO organisations non gouvernementales

OCHA Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

ODK Open Data Kit
PaP Port-au-Prince

PIB/GDP Produit Intérieur Brut

RIWI Random Domain Intercept Technology

SDA Score de Diversité Alimentaire

SDE Section d'énumération

SMART Méthodes normalisées de surveillance et d'évaluation

UN United Nations

UNFPA United Nations Population Fund

UNICEF United Nations Children's Fund

UN MINUSTAH United Nations Stabilization Mission in Haiti

USAID United States Agency for International Development

USD Dollar américain

VAM Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité





Liste de références

- 1. **WFP, 2016.** Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (ESASU) Haïti. April 2016. Available at http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp283549.pdf?
 __qa=1.238277504.1637837759.1462191961
- 2. The Adapting project was developed to address an identified gap in urban assessment tool. More information can be found at http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ adapting to an urban world 2016 stock taking.pdf
- 3. **WFP, 2016.** Adapting to an Urban World. Urban Case Study Port-au-Prince. March 2016. Available at http://fscluster.org/sites/default/files/documents/port-au-prince-report-final-en.pdf
- 4. **Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), 2015.** *Population totale, population de 18 ans et plus, ménages et densités estimés en 2015.* March 2015.
- 5. Ibidem.
- 6. **United Nations (UN), 2015.** *World Urbanization Prospects: The 2014 Revision.* New York, 2015. Available at https://esa.un.org/unpd/wup/Publications/Files/WUP2014-Report.pdf
- 7. The 'Duvalier Regime' lasted from 1957 to 1986, when Francois Duvalier and his son, Jean-Claude Duvalier, administered over Haiti.
- 8. **Duval C.J., 2013.** Croissance des villes en taille et en nombre : causes et conséquences. Study presented at the XXVII International Congress on Population. South Korea, August 2013.
- 9. **Solidarités Internationale. 2011. Simon Deprez. Eleonore Labattut.** *La reconstruction de Port-au-Prince : analyses et réflexions sur les stratégies d'intervention en milieu urbain.*
- 10. International Organization for Migration (IOM) and Community Resource Centres, 2015. Vulnerability Survey of the Metropolitan Port Au Prince, Haiti. Final report. February 2015.
- 11. **Oxfam, 2010.** Planting now. Agricultural challenges and opportunities for Haiti's reconstruction. Oxfam briefing paper 140. October 2010. Available at https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp140-planting-now-agriculture-haiti-051010-en_0.pdf
- 12. **Solidarités Internationale. 2011. Simon Deprez. Eleonore Labattut.** *La reconstruction de Port-au-Prince : analyses et réflexions sur les stratégies d'intervention en milieu urbain.*
- 13. Now the three sites are part of Croix des Bouquets **IOM, 2016.** *Displacement Tracking Matrix (DTM) Haiti. Round 26.* June 2016. Available at http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/dtm rd26 eng.pdf
- 14. **OIM, 2016.** *Déplacement Matrice de suivi (DTM) Haïti. Round 26.* Juin 2016. Disponible à l'adresse http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/dtm rd26 enq.pdf
- 15. World Bank, 2016. Haiti webpage.
- 16. **WFP, 2016.** *Haiti Market Analysis.* **April 2016.** Available at http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp282834.pdf? ga=1.170048800.1637837759.1462191961
- 17. Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), 2016. Haiti Transitional Appeal 2015-2016
- 18. http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/159204/Larrete-fixant-le-salaire-minimum-enfin-publie



- 19. **World Bank, 2014.** *Investing in people to fight poverty in Haiti. Reflections for evidence-based policy-making.* Washington, 2014. Available at http://documents.worldbank.org/curated/ en/222901468029372321/pdf/944300v10REPLA0sment0EN0web0version.pdf
- 20. World Bank, 2014. Ibidem.
- 21. **CNSA, 2016.** *Panier alimentaire et conditions de sécurité alimentaire. Bulletin 13.* April 2016. Available at http://www.cnsa509.org/panier-alimentaire-et-conditions-de-securite-alimentaire-avril-2016/
- 22. **Food and Agriculture Organisation (FAO), 2016.** *Global Information and Early Warning System (GIEWS) Haiti country brief.* July 2016
- 23. WFP, 2016.
- 24. **IMF, 2015.** Haiti: selected issues. IMF Country Report 15/158, 2015.
- 25. Lundahl M., 2011. Poverty in Haiti. Essays on Underdevelopment and Post Disaster Prospects. 2011.
- 26. **Lenève J. and Cadet R.L., 2013.** *Microfinance in Haiti: Do the poorest have access to credit?* November 2013.
- 27. OCHA, 2016. Ibidem.
- 28. **OCHA, 2016.** Haiti Humanitarian Response Plan.
- 29. **OCHA, 2016.** *Humanitarian bulletin Haiti. Issue 63.* July 2016. Available at http://reliefweb.int/report/haiti/haiti-humanitarian-bulletin-issue-63-july-2016.
- 30. United Nations Children's Fund (UNICEF). http://www.unicef.org/haiti/french/health.html
- 31. ACAPS Haiti crisis analysis https://www.acaps.org/country/haiti-0/crisis-analysis
- 32. More information on CARI can be found at http://resources.vam.wfp.org/CARI
- 33. More information on HHS can be found at http://www.fantaproject.org/monitoring-and-evaluation/household-hunger-scale-hhs
- 34. A *restavek* (or restavec) is a child who is sent by his or her parents to work for a host household as a domestic servant because the parents lack the resources required to support the child.

